

Université de Montréal

**Le processus d'adhésion aux citoyens souverains :
une étude exploratoire du phénomène au Québec**

Par Gabrielle Lavigne-Desnoyers

École de criminologie, Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de maîtrise ès sciences en criminologie

Décembre 2016

©, Gabrielle Lavigne-Desnoyers, 2016

Résumé

Il est difficile de définir le groupe des citoyens souverains car il a été très peu étudié. Selon les sources, il s'agit d'un groupe terroriste, d'un groupe sectaire ou d'un mouvement radical. La Gendarmerie royale du Canada, les tribunaux et certains services fédéraux et provinciaux prennent des mesures pour contrer l'impact des actions criminelles qu'ils commettent. Pour sa part, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) n'identifie pas ce groupe comme une entité terroriste. L'objectif de ce mémoire n'est pas de définir le groupe des citoyens souverains, mais plutôt de comprendre le processus d'adhésion à ce groupe au Québec. À l'aide de la théorie de l'action situationnelle, il démontre les étapes de la création d'un filtre moral chez les adhérents au mouvement. Par induction analytique à partir de témoignages de membres du groupe, il présente les conditions nécessaires à l'adhésion aux citoyens souverains. Parmi celles-ci, on retrouve la victimisation et l'exposition sélective aux théories du complot. Ce mémoire est la première étude qui sonde le point de vue des adhérents pour permettre de comprendre comment ils en viennent à commettre des gestes illégaux qu'eux considèrent légitimes.

Mots clés : citoyen souverain, processus d'adhésion, théorie de l'action situationnelle, victimisation, exposition sélective, théories du complot

Abstract

Groups of sovereign citizens are hard to define since they are the subject of very few studies. According to sources, they are terrorist groups or sectarian groups or they are part of a radical movement. The Royal Canadian Mounted Police, courts and some federal and provincial departments and agencies are taking measures to offset the impact of criminal actions they commit. As for the Canadian Security Intelligence Service (CSIS), it does not consider these groups as terrorist entities. The purpose of this thesis is not to define these groups per se, but rather to understand the enrolment process for Quebec sovereign citizens. Through situational action theory, it shows the various steps involved in the creation of a moral filter by this movement's members. By analytic induction based on testimonies of group members, it shows the prerequisites for enrolling in the sovereign citizen movement – such as victimization and selective exposure to conspiracy theories. This thesis is the first study to poll the views of these members in order to understand how they get to commit illegal acts that they consider to be totally legitimate.

Key words: sovereign citizen, enrolment process, situational action theory, victimization, selective exposure, conspiracy theories

Tables des matières

Résumé.....	ii
Abstract.....	iii
Table des matières.....	iv
Liste des tableaux.....	vi
Liste des figures	vii
Liste des sigles	viii
Remerciements.....	ix
Introduction.....	1
<i>Je me souviens</i> ou petite leçon d’histoire	2
Automne 2016.....	5
1. Revue de littérature	7
1.1 Qu’est-ce qu’un citoyen souverain?.....	7
1.2 Qui fait partie du groupe des citoyens souverains?.....	10
1.3 Les citoyens souverains au Québec.....	11
1.4 Les processus d’adhésion	16
1.4.1 Les groupes sectaires.....	16
1.4.2 Les groupes extrémistes	17
1.4.2.1 La radicalisation.....	19
1.4.3 Les groupes terroristes.....	20
1.4.4 Le processus d’adhésion aux citoyens souverains.....	20
2. Cadre théorique	22
2.1 Les mécanismes de l’action	22
2.2 L’explication du crime	24
2.3 Le modèle situationnel	24
2.3.1 La motivation.....	25
2.3.2 Le filtre moral et la perception des alternatives	26
2.3.3 Le processus de choix.....	26
2.3.4 Les contrôles.....	27
2.4 Le processus d’émergence	29
2.5 Les processus de sélection	29
2.6 L’analyse du processus d’adhésion aux citoyens souverains via la TAS	30

3. Méthodologie	32
3.1 L'objet d'étude et les objectifs	32
3.2 Le choix de la méthode et le recours à l'entretien.....	32
3.3 L'échantillonnage.....	33
3.4 Le profil des répondants.....	38
3.5 Les informations sur le déroulement du terrain	38
3.6 La stratégie d'analyse.....	41
3.7 Les critères éthiques	42
3.8 Les forces et les limites de la démarche.....	43
4. Analyse et discussion.....	45
4.1 Le processus d'émergence ou l'histoire de vie : le premier cadre	45
4.2 Le point tournant : avant la création d'un nouveau cadre.....	47
4.3 Les nouvelles sphères d'activités, les nouveaux attachements et la nouvelle vision du monde.....	50
4.3.1 Les théories du complot.....	54
4.3.2 L'adhésion aux croyances extrêmes	58
4.3.2.1 L'exposition sélective.....	62
4.4 L'émergence d'un nouveau filtre moral.....	66
4.5 La violence comme moyen d'arriver à ses fins.....	68
4.6 Synthèse des résultats.....	72
Conclusion	78
Références	82
Annexe 1	I
Annexe 2	III

Liste des tableaux

Tableau I : Profil des répondants	37
Tableau II : Contribution des répondants.....	III

Liste des figures

Figure 1 : Processus de filtrage moral.....	25
Figure 2 : Recrutement.....	36
Figure 3 : Processus d'adhésion aux citoyens souverains	74

Liste des sigles

ALQ : Armée de libération du Québec

ARC : Agence du revenu du Canada

ARQ : Armée révolutionnaire du Québec

CERAS : Comité d'éthique de la recherche en arts et sciences

DPJ : Direction de la protection de la jeunesse

GRC : Gendarmerie royale du Canada

OPCA : *Organised Pseudolegal Commercial Argument*

RAM : *Reactive Approach Motivation*

RDPRM : Registre des droits personnels et réels mobiliers

RIN : Rassemblement pour l'indépendance nationale

RR : Réseau de résistance

SCRS : Service canadien du renseignement de sécurité

TAS : Théorie de l'action situationnelle

Remerciements

Ce projet est le fruit d'un travail acharné que je n'aurais pas pu réaliser sans le support de plusieurs personnes que je trouve important de remercier.

Merci à Frédéric Ouellet d'avoir cru en moi et en mon projet. Merci de m'avoir soutenue et critiquée pour que j'arrive à donner le meilleur de moi-même. Merci pour ta disponibilité et ta patience. Je t'en suis vraiment reconnaissante.

Merci à ma famille pour l'écoute et le support tout au long de mes études. Un merci très particulier à ma mère qui m'a soutenue quotidiennement et m'a fait réfléchir au choix de chacun des 30 000 mots écrits dans cet ouvrage. Merci à mon frère, à mon père et à Carole pour l'aide ponctuelle. Merci à Francis d'avoir été cette présence sécurisante à mes côtés tout au long de cette aventure.

Merci à tous ceux qui m'ont accompagnée de près ou de loin dans cette rédaction. Mon trio de meilleures, Eli – Chagnon – Chantal, toujours là lorsque j'avais besoin de me changer les idées. Merci à Steph qui était passée avant moi et qui était toujours disponible pour répondre à mes questions. Merci à mon équipe de travail de l'Horizon et à mes extraordinaires patrons, MF et Claude. Merci à Nina qui a forgé l'étudiante/professionnelle que je suis; il y a un peu de toi là-dedans.

Merci à Martin de m'avoir fait découvrir le sujet. Qui aurait cru qu'une présentation qui n'a pas eu lieu influencerait mes études supérieures?

Merci aussi à ceux et celles qui m'ont permis d'entrer dans leur univers.

Introduction

Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) a été créé suite aux commissions d'enquête au sujet des événements d'octobre 1970 au Québec (« Historique du SCRS », 2014). Dans le Rapport public de 2016 sur la menace terroriste pour le Canada, le ministère de la Sécurité publique évoque l'importance des idéologies provenant des groupes comme Daesh et al-Qaïda (Sécurité publique Canada, 2016). Dans la liste des entités terroristes inscrites actuellement, aucune n'a une origine canadienne (Sécurité publique Canada, 2015). Le groupe des citoyens souverains n'est donc pas considéré comme un groupe terroriste au Canada, contrairement aux États-Unis (Federal Bureau of Investigation, 2010b). Cependant, la Gendarmerie royale du Canada (GRC), l'Agence du revenu du Canada (ARC), le Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM) du Québec sont quelques-uns des groupes qui prennent des mesures concrètes face aux actions illégales et potentiellement dangereuses commises par les membres des citoyens souverains.

Automne 2013. J'entends « citoyen souverain » pour la première fois. À partir de là, tout change. Ces deux mots, je les vois et je les entends partout. Est-ce que c'est nouveau? Non, mais maintenant mon esprit le remarque.

Le Petit Robert (1978, p. 1850) définit comme suit l'adjectif « souverain » :

qui est au-dessus des autres, dans son genre; d'une efficacité absolue; qui, dans son domaine, n'est subordonné à personne; qui juge sans appel, qui échappe au contrôle d'un organe supérieur; qui manifeste, par son caractère absolu, un sentiment de supériorité extrême.

Il suffit d'ajouter « citoyen » devant chacune de ces définitions pour obtenir un portrait global de ce qu'est un citoyen souverain.

Un citoyen souverain est un individu qui se considère au-dessus du système en place, qui refuse que son pouvoir soit limité par autrui. Il utilise différentes tactiques pour parvenir ou prouver ce statut. Le citoyen souverain vise l'indépendance de sa personne.

Automne 2014. Je veux effectuer une recherche sur ce mouvement. Depuis la première fois qu'un policier m'en a parlé, je me demande ce qui motive ces gens. Au département de criminologie, j'entends souvent : Pourquoi? Est-ce vraiment pertinent? En quoi est-ce lié à la criminologie?

L'histoire nous a fourni un exemple que l'espoir de l'indépendance peut mener à la commission de crimes. Citoyen souverain, nation souveraine, existerait-il un lien?

Je me souviens ou petite leçon d'histoire

Automne 1970. Je n'étais pas née. Je n'étais même pas un projet à long terme. Pourtant, j'ai souvent entendu parler de la « crise »; l'apogée de ce qui avait tranquillement commencé 10 ans auparavant.

Automne 1960, dans la foulée de la Révolution tranquille, le Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN) est créé (Fournier, 1982). Le mouvement s'inscrit dans un contexte mondial de révolution; Cuba, l'Algérie, le Vietman, l'Irlande et d'autres pays s'engagent dans des luttes révolutionnaires (Chesneaux, 1967; Elsenhans, 2010; Loyer, 2011; Pérez, 1980). Le RIN vise « l'indépendance absolue du Québec et la libération prolétarienne-nationale des Canadiens français » (Fournier, 1982, p. 23). Le mouvement se distingue par sa participation aux manifestations, son soutien aux grèves et ses nombreux graffitis (Fournier, 1982). En 1962, le RIN forme une aile plus radicale : le Réseau de résistance (RR) (Fournier, 1982). Le RR se dissout en 1963, dépassé par l'ampleur des actions commises, notamment l'utilisation de cocktails Molotov (Fournier, 1982). L'aile la plus radicale forme alors un nouveau mouvement : le Front de libération du Québec (FLQ) (Fournier, 1982). Le RIN, quant à lui, se transforme en parti politique en vue des élections d'avril 1963 (Nadeau, 2013).

Dès avril 1963, le FLQ commence ses actions radicales : des bombes explosent à l'édifice de l'Impôt fédéral, une voie ferrée est dynamitée et un veilleur de nuit décède au centre de recrutement de l'Armée canadienne suite à une explosion revendiquée par le groupe (Fournier, 1982). Suite à ces actions et à l'explosion de nombreuses boîtes aux lettres dans Westmount,

le gouvernement du Québec offre une prime de 50 000 \$ à quiconque donnera des informations sur le groupe; la Ville de Montréal y ajoute 10 000 \$ (Fournier, 1982). Le 1^{er} juin 1963, 23 militants du FLQ sont arrêtés (Noël, 2010). Dans sa conférence de presse, le chef de la police de Montréal affirme : « Le FLQ a été brisé. Ce n'était qu'un petit groupe d'anarchistes. Je ne crois pas qu'il y ait de relève » (Fournier, 1982, p. 49). L'avenir prouvera cependant le contraire.

À l'été 1963, cinq jeunes créent l'Armée de libération du Québec (ALQ), l'aile militaire du FLQ (Fournier, 1982). La même année, le journal *La Cognée* voit le jour. Il se définit comme « un organe de liaison, d'organisation, de formation et de combat » (Fournier, 1982, p. 58). Les années qui suivent sont ponctuées de nombreux vols de dynamite et d'explosions par dizaines (Côté, 2014; Fournier, 1982).

Le Québec est dans un climat politique particulier. Les Canadiens français sont discriminés et l'idée de la séparation (ou de l'indépendance) est de plus en plus présente (Bourque et Laurin-Frenette, 1972). Les chauffeurs de taxi, les policiers et les postiers sont en grève, pour ne nommer que ceux-ci (Spray, 1973). De 1963 à 1970, le FLQ évolue et change, tout en continuant ses actions d'éclat : participation aux manifestations, vol de banques et d'armes, dynamitage de lieux symboliques et sabotage de voies ferrées (durant ces sept années, six personnes trouvent la mort (Spray, 1973)).

D'autres réseaux plus ou moins indépendants du FLQ se font et se défont. Les groupes sont surveillés par la police et des individus sont arrêtés plus ou moins légalement (Brodeur, 2011). L'ALQ devient l'Armée révolutionnaire du Québec (ARQ) avant de redevenir l'ALQ, au rythme des arrestations. Le journal *La Cognée* change de dirigeant avant de s'éteindre puis de renaître sous le titre *La Victoire*. Le FLQ est brièvement dirigé par deux individus, Vallières et Gagnon, qui lui font prendre une tangente plus socialiste et radicale : « S'il faut prendre les armes pour nous libérer, nous prendrons les armes » (Fournier, 1982, p. 124). Un mandat d'arrêt est lancé contre eux pendant qu'ils se trouvent aux États-Unis. Ils se rendent au siège des Nations-Unies pour demander l'asile politique et revendiquer le statut de prisonniers politiques pour les individus arrêtés et incarcérés en lien avec leurs activités au sein du FLQ

(Nadeau, 2005). Ils seront tout de même rapatriés et condamnés à des peines d'emprisonnement. Le mouvement séparatiste est vu comme une « grave menace politique » (Fournier 1982, p. 138).

L'année 1969 est marquée par de nombreuses actions du FLQ auxquelles la police répond par une importante répression : nombreuses arrestations, surveillance des différents groupes, réglementation pour interdire les manifestations (Fournier, 1982). De nouveaux réseaux du FLQ se forment spontanément; chacun agit selon ses propres règles tout en communiquant avec les autres.

Octobre 1970 constitue l'apogée de cette crise. Le 5 octobre, James Richard Cross, diplomate britannique, est kidnappé (Fournier, 1982). Le FLQ a sept exigences dont la diffusion de son manifeste (Fournier, 1982; Radio-Canada, 2011). Il s'agit de la seule concession faite par le gouvernement fédéral. Suite à la diffusion du manifeste, la cellule responsable de l'enlèvement de M. Cross ne demande plus qu'une chose : la libération des 23 prisonniers politiques (Fournier, 1982; Radio-Canada, 2011). Une trentaine de minutes après le refus officiel du gouvernement, Pierre Laporte, alors ministre du Travail et de la Main-d'œuvre, est enlevé par une autre cellule (Fournier, 1982).

On connaît la fin. L'armée est déployée. La Loi sur les mesures de guerre est proclamée. Pierre Laporte est tué. James Richard Cross est libéré et ses ravisseurs s'envolent vers Cuba dans un avion des Forces armées canadiennes (Fournier, 1982; Spray, 1973). Ce qu'on apprend plus tard, c'est que sept personnes ont été impliquées dans l'enlèvement de M. Cross (cellule Libération) et quatre dans celui de M. Laporte (cellule Chénier) (Brodeur, 2011, Fournier, 1982). Onze personnes, c'est bien peu lorsque l'on considère l'ampleur de cette crise.

Automne 2016

Pourquoi rappeler l'histoire du FLQ? Parce que cela permet de répondre à « Pourquoi? Est-ce vraiment pertinent? En quoi est-ce lié à la criminologie? ». Un mouvement de contestation à première vue politique peut mener à la commission de délits graves. La colère, l'impuissance et le sentiment d'injustice sont des motivations puissantes qui peuvent mener à des comportements extrêmes. Le FLQ est l'exemple parfait pour démontrer que lorsque quelques individus s'organisent et mettent des réseaux en place, ils deviennent « criminologiquement intéressants ». Si certains décident d'agir dans la sphère politique, d'autres optent plutôt pour des actions d'éclat. On ne parle pas nécessairement de beaucoup de gens actifs. On parle plutôt de peu de gens très actifs.

Près de 50 ans après la crise d'Octobre, le contexte au Québec et dans le monde a changé. Est-ce qu'il y a moins de colère, d'impuissance et de sentiment d'injustice? Chose certaine, des individus se regroupent toujours autour de ces motivations précises. C'est le cas des citoyens souverains. Ceux-ci ne revendiquent pas l'indépendance d'une nation et la fin de l'oppression des Canadiens français, mais l'indépendance individuelle et la fin de l'oppression du citoyen qui semblent impossible à atteindre via les canaux démocratiques.

À ce jour, les citoyens souverains n'utilisent pas du tout les mêmes techniques que les felquistes. C'est probablement pour cette raison que le mouvement est peu connu du grand public. Les autorités canadiennes sont cependant bien au fait des activités des adhérents à ce groupe. La revue de littérature nous renseignera précisément sur ce sujet. Il existe cependant des similitudes entre les motivations et les discours des felquistes et des citoyens souverains. Les deux visent à contester le système en place en optant pour des actions illégales. En ce sens, il devient intéressant pour la criminologie de se pencher sur le sujet.

Ce mémoire ne vise pas à déterminer si les citoyens souverains constituent un groupe terroriste ou non ou si les gens qui en font partie doivent être considérés comme radicalisés. L'objectif est de découvrir comment un individu décide d'adhérer à un mouvement qui implique la commission de gestes répréhensibles par la loi. On peut considérer la cause comme

« politique » mais le comportement appartient à la criminologie. En ce sens, il devient intéressant d'utiliser un cadre théorique qui découle de cette approche pour analyser le processus derrière l'adhésion à ce groupe. De plus, les entretiens avec les membres du groupe permettent de sonder le point de vue des adhérents, une première dans les recherches sur les citoyens souverains.

Ce mémoire propose d'explorer le processus d'adhésion des citoyens souverains au Québec en s'attardant au « comment » pour comprendre le « pourquoi ». Dans le premier chapitre seront présentées les connaissances actuelles sur le groupe ainsi que le cadre théorique qui sera utilisé pour analyser la problématique de cette recherche. La théorie de l'action situationnelle est particulièrement informative pour observer ce phénomène. Le second chapitre fera état de la méthodologie suivie. Il décrira le déroulement du terrain ainsi que les principes qui ont guidé les différents choix faits au cours de ce travail de terrain. Finalement, le troisième chapitre présentera les résultats de cette recherche. Le processus d'adhésion au mouvement des citoyens souverains sera décortiqué de façon théorique et empirique à partir des données obtenues lors d'entretiens effectués avec les membres du groupe.

1. Revue de littérature

La présente section résume les connaissances actuelles sur les citoyens souverains. Dans un premier temps, le phénomène nord-américain sera décrit puis une section portera spécifiquement sur le Québec. Par la suite, les bases de la théorie de l'action situationnelle, le cadre théorique utilisé, seront définies.

1.1 Qu'est-ce qu'un citoyen souverain?

Dans le jugement qu'il rend en 2012 dans le dossier *Meads v. Meads*¹, le juge Rooke de la *Court of Queen's Bench* en Alberta (équivalent de la Cour supérieure du Québec) consacre la majeure partie de sa décision de 185 pages au phénomène des *OPCA Litigants*². Ce groupe socialement très hétérogène se caractérise par (1) l'emploi de stratégies particulières (parfois différentes selon les groupes), (2) l'utilisation de formalités et d'un langage impertinents, qui leur sont propres et qu'ils croient significatifs, (3) la commercialisation de leurs idées et de leur matériel. Les groupes OPCA sont composés de ce que Rooke qualifie de « gourous » et de « suiveurs ou consommateurs ». Il définit les gourous comme des parasites ou des alchimistes légaux modernes. Selon lui, la communauté OPCA est composée de plusieurs mouvements nationaux ou internationaux tels les *Detaxers*³, les *Freemen-on-the-Land* et les *Sovereign Men* ou *Sovereign Citizens*, ainsi que de mouvements locaux, comme la *Church of the Ecumenical Redemption International* à Edmonton.

Rooke décrit les *Freemen-on-the-Land* comme une innovation canadienne qui s'est exportée vers le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Fortement antigouvernementaux, libertaires et de droite, les membres de ce groupe refusent de suivre les règles sociétales et agissent comme bon leur semble. Selon le juge, ce groupe est dangereux à cause de ses

¹ *Meads v. Meads*, 2012 ABQC 571

² OPCA réfère à *Organized Pseudolegal Commercial Argument*. Il n'existe aucun terme en français pour définir ce groupe particulier. Le terme provient de la *common law* et est surtout utilisé dans l'Ouest canadien (Me S. Gosselin, Me R. J. Judd et Me J. Waite, communications personnelles, 4 et 5 mars 2015).

³ Seuls les groupes qui nous intéressent ici seront définis. Pour plus de renseignements sur les autres, voir *Meads v. Meads*, 2012 ABQB 571.

positions sur les armes à feu et de ses menaces à l'endroit des autorités. Il est également reconnu pour enregistrer des hypothèques mobilières factices.

Dans la décision *Meads v. Meads* (2012), Rooke distingue les *Sovereign Citizens* (groupe d'origine américaine)⁴ des *Freemen-on-the-Land*. Cependant, dans tous les autres documents consultés, les deux termes sont utilisés comme synonymes par les auteurs, tant au Canada qu'aux États-Unis. Les deux mouvements se distinguent uniquement par leur origine initiale, mais leurs comportements sont les mêmes. Les écrits actuels des deux côtés de la frontière décrivent le même mouvement, passant parfois d'un terme à l'autre. Dans le présent document, le terme francisé « citoyen souverain » sera utilisé.

La littérature décrit les citoyens souverains comme étant des membres d'un mouvement ou d'un groupe. Il n'existerait pas de leader officiel. On parle plutôt de plusieurs petits groupes d'individus qui se partagent de l'information, souvent via Internet (Anti-Defamation League, 2012; Biery, 2014; Federal Bureau of Investigation, 2010b, 2011; Kent, 2013; Kent et Willey 2013; Meads v. Meads, 2012; Pytyck et Chainmowitz, 2013). Tous les membres partagent l'idée que le gouvernement n'a pas la légitimité d'opérer mais leurs justifications sous-jacentes varient.

Selon certains, par exemple, l'État a été pris d'assaut il y a longtemps et remplacé par un gouvernement illégitime niant la souveraineté de l'individu; pour d'autres, l'État possède des millions de dollars dans des comptes bancaires secrets au nom de chaque individu, ouverts au moment de l'émission des numéros d'assurance sociale, etc. (Anti-Defamation League, 2012; Biery, 2014; Eke, Meloy, Brooks, Jean et Hilton, 2014 ; Federal Bureau of Investigation, 2010b, 2011; Fleishman, 2004; Kent, 2013; Kent et Willey 2013; MacNab, 2010, 2012; Meads v. Meads, 2012; Pytyck et Chainmowitz, 2013). Tous s'entendent cependant sur le fait qu'ils sont soumis aux lois uniquement s'ils acceptent de s'y soumettre.

⁴ Les *Sovereign Citizens* américains seraient probablement une forme contemporaine du Posse Comitatus pro-hitlérien fondé en 1930 à Portland, Oregon (Fleishman, 2004 ; Pytyck et Chaimowitz, 2013).

Il existe un débat dans la littérature sur les citoyens souverains. Aux États-Unis, ils sont plus souvent considérés comme une organisation terroriste (Anti-Defamation League, 2012; Federal Bureau of Investigation, 2010a, 2011; Fleishman, 2004). De son côté, l'Américaine Biery (2014) explique que le groupe utilise des tactiques terroristes, qu'il n'est pas terroriste en soi mais qu'il compte certains loups solitaires. Dans les documents canadiens, la description du groupe s'apparente plutôt à celle d'une secte qui compte plusieurs gourous ayant chacun ses adeptes (Kent et Willey, 2013; Meads v. Meads, 2012). La Gendarmerie royale du Canada qualifie les citoyens souverains de groupe extrémiste antigouvernemental à motivation unique (Gendarmerie royale du Canada, 2016).

Les citoyens souverains refusent tout ce qui constitue, selon eux, un contrat avec le gouvernement : pièce d'identité (permis de conduire, permis de port d'armes, etc.), impôts, taxes, etc. (Fleishman, 2004; Kent, 2013; MacNab, 2010). Ils utilisent aussi une technique, qualifiée de *paper terrorism* aux États-Unis, qui vise à inonder les tribunaux de documents impertinents pour empêcher le bon fonctionnement de l'appareil judiciaire (Anti-Defamation League, 2012; Federal Bureau of Investigation, 2011; Fleishman, 2004; Kent, 2013; Pytyck et Chainmowitz, 2013). Ces comportements, bien qu'illégaux ou inadéquats, ne constituent pas des crimes graves. Les citoyens souverains sont également reconnus pour commettre des fraudes et pour intimider les représentants de l'ordre (procureurs de la Couronne, policiers, etc.), mais aussi de simples citoyens avec lesquels ils entrent en conflit (Desjardins, 2013; Eke, Meloy, Brooks, Jean et Hilton, 2014; Financial Crimes Intelligence Unit, 2011; Kent, 2013; Larouche, 2013).

Six représentants des forces de l'ordre ont été tués aux États-Unis depuis 2000 (Federal Bureau of Investigation, 2011). Selon la logique du citoyen souverain, si un membre de l'État tente de restreindre sa liberté ou son pouvoir, il est justifié d'utiliser la violence comme « légitime défense » puisqu'il ne reconnaît pas la valeur de ce pouvoir externe. Au Canada, un policier aurait été abattu par un individu partageant l'idéologie des citoyens souverains lors d'une visite à son domicile pour exécuter un mandat (Gendarmerie royale du Canada, 2016; Kornik, 2015). Par crainte de représailles, l'identité des avocats canadiens impliqués dans des causes liées aux citoyens souverains peut être protégée (Séguin, 2014). De plus, les autorités

canadiennes ont mis en place des campagnes d'information pour éviter que les interactions avec des citoyens souverains mènent à des épisodes de violence (Eke, Meloy, Brooks, Jean et Hilton, 2014; Royal Canadian Mounted Police, 2014; Séguin, 2014).

1.2 Qui fait partie du groupe des citoyens souverains?

Selon les médias québécois, il existerait 30 000 membres du groupe des citoyens souverains au Canada⁵. Il existe plusieurs hypothèses économiques et sociales pour expliquer l'adhésion aux mouvements antigouvernementaux en général et au groupe des citoyens souverains en particulier. Les citoyens souverains seraient des gens préoccupés financièrement (perte d'emploi, divorce, faillite, crise agricole ou économique nationale en sont des exemples) (Anti-Defamation League, 2012; Kent 2013; Kent et Willey, 2013). Il peut aussi s'agir de gens qui sont généralement insatisfaits du gouvernement et de ses politiques ou d'escrocs qui veulent « quelque chose pour rien » (Anti-Defamation League, 2012).

Pytyck et Chaimowitz (2013) se sont intéressés à la dimension psychologique des citoyens souverains. Ils en arrivent à la conclusion que ces individus ne souffrent pas d'un quelconque trouble psychiatrique, car même si certains de leurs propos et certaines de leurs actions semblent le résultat d'un délire psychotique, ils sont culturellement acceptés à l'intérieur du groupe. Rooke (Meads v. Meads, 2012) rapporte une cause où l'analyse d'un proche d'une adepte des citoyens souverains est qu'elle aurait été « brainwashed by a bunch of losers who don't work » (p. 39).

Les Américains se sont intéressés à l'aspect sociodémographique des citoyens souverains (Anti-Defamation League, 2012; Kent, 2013). La majorité des membres seraient des hommes blancs âgés de 50 ans ou plus. Ce profil serait lié aux origines suprémacistes blanches du mouvement américain. Depuis les années 90, une branche afro-américaine aurait émergé aux États-Unis (les Moorish).

⁵ Plusieurs demandes de confirmation de ces données ont été faites au service d'accès à l'information du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). Aucune réponse n'a été reçue à ce jour.

Kent (2013, p. 7) résume bien le problème actuel des connaissances sur les citoyens souverains : « ce dont nous avons besoin maintenant, ce sont des ethnographies d'adhérents à ces mouvements, où l'on explique quand et pourquoi ils ont été impliqués ». Pour arriver à un niveau adéquat de connaissance de ce groupe, il faut maintenant s'intéresser aux individus qui y adhèrent.

1.3 Les citoyens souverains au Québec

Au Québec, aucune recherche n'a été faite précisément sur le mouvement des citoyens souverains. On retrouve trois sources principales de données : les tribunaux, les médias et les citoyens souverains eux-mêmes via leurs réseaux sociaux ou leurs sites Web.

En 2012, le Registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM) du Québec créait un algorithme pour identifier les demandes d'inscription suspectes après que certains membres des citoyens souverains aient obtenu une hypothèque mobilière sur les biens de juges québécois (Séguin, 2014). Le Barreau du Québec spécifie que les actions entreprises par le RDPRM font que le mouvement n'a pas atteint le « niveau de peste » présent dans l'ouest du pays, mais que les citoyens souverains continuent de poser problème en matière de droit immobilier, familial et criminel au Québec (Séguin, 2014, p. 20).

Certains citoyens souverains québécois qui se retrouvent devant les tribunaux appuient leur défense sur le fait que leur personne morale est distincte de leur personne physique (Desjardins, 2013; Larouche, 2013). Un individu arrêté en 2014 est présentement accusé d'avoir commis une fraude de près de deux millions de dollars et d'avoir entraîné 93 personnes à ne pas payer leurs impôts en leur expliquant que « la personne morale doit produire une déclaration de revenus et de prestations, mais [...] les revenus touchés appartiendraient à la personne physique et seraient exempts des lois fiscales » (Desbiens, 2014).

L'Agence du revenu du Canada (ARC) consacre d'ailleurs une section de son site Internet à démystifier les allégations suivantes (ainsi que plusieurs autres) : (1) « L'impôt fédéral sur le

revenu est inconstitutionnel et vous pouvez, par conséquent, refuser de payer un impôt sur le revenu au gouvernement fédéral, comme l'a confirmé la Cour suprême du Canada dans un arrêt rendu en 1950 »; (2) « Le régime fiscal repose sur l'observation volontaire car le gouvernement sait que les lois fiscales sont inconstitutionnelles et qu'elles ne peuvent pas être exécutées », (3) « La Loi de l'impôt sur le revenu s'applique seulement aux sociétés, et non aux personnes « physiques » ou aux êtres humains. Les droits de common law qui remontent à la Grande Charte rendent volontaires tous les impôts sur les particuliers »; ou encore (4) « Certains particuliers prétendent être exonérés de la TPS/TVH. Certains ont même une carte pour « prouver » ce qu'ils avancent » (Agence du revenu du Canada, 2012). Toutes ces allégations sont utilisées par les citoyens souverains québécois, mais aucune allusion à ce mouvement n'est faite sur le portail de l'ARC.

Dans la province, plusieurs petits partis politiques proposent de se joindre à leur organisation, arguant pouvoir redonner le pouvoir aux individus via la création d'une assemblée constituante. La démarche est politique ou se fait en marge de celle-ci. Aucune association claire ne peut être faite entre ces partis et les citoyens souverains, mais certains discours sèment le doute. Le manifeste d'une de ces organisations débute ainsi : « Dans une démocratie digne de ce nom, le peuple est souverain. C'est donc à lui de dicter les règles du jeu »⁶.

Durant les cinq premiers mois de 2016, trois causes impliquant directement des citoyens souverains ont été entendues devant les tribunaux québécois : L.P. c Québec (Société de l'assurance automobile), 2016 QCCS 5136, Royer c. Québec (Procureure générale), 2016 QCCS 2500 et S.D. c. Banque Toronto Dominion (Groupe Banque TD), 2016 QCCAI 91. Il s'agit de causes où des individus utilisent des arguments pour se soustraire aux lois. On retrouve également d'autres causes qui ne spécifient pas l'appartenance aux citoyens souverains, mais qui nous permettent de découvrir des groupes utilisant leurs techniques.

Dans le jugement Caisse Desjardins de St-Eustache Deux-Montagnes c. Leblond (2016, QCCS 5136), le défendeur évoque la compétence du « Tribunal du grand jury du peuple » et

⁶ Pour éviter d'amalgamer à tort ce mouvement à celui des citoyens souverains, puisqu'il ne s'affiche pas officiellement comme tel, il ne sera pas identifié.

attaque la constitutionnalité du « Tribunal du parlement du Québec ». Le Tribunal du Grand Jury du Peuple du Canada se définit comme : « le plus haut Tribunal du Pays, point à la ligne, ses jugements et ses puissants pouvoirs sont historiques, vérifiables, véritables et réels »⁷. Ce tribunal considère avoir un pouvoir équivalent aux juges de paix français. Il n'est cependant pas reconnu par le ministère de la Justice du Canada (Ministère de la Justice du Canada, 2016). Contrairement aux tribunaux reconnus, celui-ci n'est pas gratuit. Les membres qui prennent le temps de lire la constitution de 78 pages découvrent à l'article 33 (sur 58) qu'il en coûte 104 \$ pour l'inscription d'une cause à faire entendre et que le Président de la Cour recevrait 100 \$ par jour pour entendre la cause. Ce tribunal, malgré son nom, « siège » à Cowansville et uniquement en français.

Il semble avoir « jugé » 2 causes dans la dernière année. Dans une de ces causes, la décision rendue « [DÉCLARE] ORGANISATION CRIMINELLE : L'état national du québec (sic) sous direction de l'assemblée nationale monocrémérale du québec (sic), le cas échéant » et « [DÉCLARE] VALIDE: la Constitution du Canada, selon l'acte de l'Amérique du Nord Britannique (AANB) de 1867 ainsi que la reconnaissance de la COMMON LAW/Droit coutumier ». Au final, il réclame une somme de plus de 2 millions \$ à la CSST⁸ en vertu d'un « recours extraordinaire », d'une « mesure d'urgence » « de manière à porter assistance à personne en danger » « sous la loi du bon samaritain » (<http://www.canadagrandjury.ca/>).

Dans la seconde cause, qui implique d'autres « accusés », la décision est très semblable. Suite à la décision du Tribunal du Grand Jury du Peuple du Canada, des procédures ont été entamées à la Cour suprême du Canada. Ces procédures ont débuté suite aux 14 décisions de tribunaux de plus basse instance rejetant les demandes de la demanderesse et après que le Tribunal du Grand Jury du Peuple du Canada ait rendu un jugement contraire⁹. Entre mai et

⁷ Toutes les informations relatives à ce groupe se trouvent à l'adresse <http://www.canadagrandjury.ca/>

⁸ Devenue CNESST (Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail)

⁹ Les jugements des tribunaux canadiens sont disponibles via l'Institut canadien d'information juridique. On trouve les jugements concernant cette personne à l'adresse <http://www.canlii.org/canlii-dynamic/fr/#search/type=decision&sort=decisionDate&text=%22angèle%20prince%22>

octobre 2016, 40 échanges ont eu lieu entre la Cour suprême du Canada et les acteurs impliqués dans cette cause¹⁰.

Ce dossier particulier démontre que la tactique qualifiée aux États-Unis de « paper terrorism » (inonder les tribunaux de documents impertinents) est aussi utilisée par les citoyens souverains québécois. Certains citoyens souverains ont d'ailleurs été identifiés comme plaideurs quérulents¹¹ et se voient refuser la possibilité d'utiliser les tribunaux sans autorisation préalable (Commission de la construction du Québec c. Construction Réjean Dubois et Fils, s.e.n.c., 2012 QCCQ 1776). Cette réaction des tribunaux est récupérée par les individus qui évoquent que l'État les musèle.

Le Grand Jury du Peuple du Canada propose des tactiques juridiques pour contrer le système, mais il existe aussi le Tribunal international de Justice du Québec qui propose une approche plus violente. Ce tribunal se définit comme « une amélioration du tribunal de LA HAYE » (<http://www.rocklarochelle.org/>). Il propose d'agir via son « escouade militaire armée » et de guider pas à pas les individus vers l'arrestation des « ministres », « officiers de police pouvant être membres des Sociétés Secrètes » et des « directeurs de chaque média d'information (instrument de guerre) » (Le Pouvoir mondial, 2014; Samādhi, 2015). Aucune cause entendue par les tribunaux provinciaux n'évoque l'utilisation d'arguments relatifs au Tribunal international de Justice du Québec (<https://www.canlii.org>). Le Tribunal international de Justice du Québec propose également des cartes d'exemption de taxes. Contrairement à son pendant canadien (mais œuvrant uniquement au Québec), le Tribunal international de Justice du Québec semble être la création d'un seul individu. Sur la plateforme de vidéos Vimeo, cet individu partage uniquement ses connaissances liées aux citoyens souverains et compte tout de même 157 abonnés¹².

¹⁰ Dossier 37104 de la Cour suprême du Canada.

¹¹ Le ministère de la Justice du Québec définit ainsi le terme plaideur quérulent : « personne qui, ayant multiplié indûment les procédures judiciaires, voit son droit d'agir en justice soumis à l'autorisation du tribunal. ». Définition repérée à <http://www.justice.gouv.qc.ca/francais/publications/generale/termes/plaideur.htm>

¹² <https://vimeo.com/user20990206/following/followers/sort:date>

Le 21 mars 2013, l'émission Enquête diffusait le reportage « Citoyens souverains à tout prix » (Bureau, 2013)¹³. Ce reportage met en scène Jacques-Antoine Normandin, un citoyen souverain qui offre des conférences et des conseils juridiques. Selon une employée de l'ARC interviewée à visage caché par crainte de représailles, il y aurait 4 000 adeptes du mouvement, mais elle ne précise pas les critères pour les identifier, ni s'il s'agit de données québécoises ou canadiennes.

Sur une page Facebook de soutien à Normandin (Le déjoueur de meneries, Jacques Antoine : Normandin, s.d.), on compte 372 membres. Sur cette page, il est décrit comme « un des rares individus qui conduit un véhicule sans permis et à ne posséder ni carte d'assurance maladie ni carte d'assurance sociale. Il n'a plus de citoyenneté canadienne. Il ne paie plus de taxe ni d'impôt. Un homme de convictions, un homme de droit et de justice ».

Si la page de soutien Facebook et les deux groupes présentés précédemment (Grand Jury du Peuple du Canada et Tribunal international de Justice du Québec) semblent rassembler plusieurs personnes, il n'est pas défini qu'il s'agisse de liens forts et durables. Certains individus semblent cependant avoir une plus grande influence et une plus grande présence sur les différents réseaux.

Selon les données actuellement disponibles, les citoyens souverains québécois ne semblent pas avoir utilisé de violence pour défendre leurs idées, contrairement à ce qui se produit dans l'ouest du pays et aux États-Unis. Ils utilisent cependant les tribunaux de façon inappropriée. Si ces techniques peuvent sembler négligeables à première vue, elles engorgent le système judiciaire et contraignent les individus mis en cause à se livrer à des batailles juridiques éreintantes. Les relations avec les forces de l'ordre sont également difficiles et les risques d'escalade sont pris au sérieux par les différentes instances qui interagissent avec les citoyens souverains. Comme les différents pouvoirs (tribunaux, policiers, etc.) ne sont pas reconnus par ce mouvement, les autorités tentent de prévenir l'intensification des comportements potentiellement dangereux. Par ailleurs, les fraudes commises sont considérables. Les sites Web des citoyens souverains du Québec nous renseignent sur les actions proposées, mais les motivations profondes sont difficiles à saisir.

¹³ Actuellement disponible uniquement sur YouTube.

1.4 Le processus d'adhésion

Le processus d'adhésion à différents groupes a été étudié au fil du temps. La problématique avec les citoyens souverains est que les différents auteurs qui se sont intéressés au sujet ne s'entendent pas sur le type de groupe dont il s'agit. Pour présenter la littérature sur le sujet, il faut adopter ou rejeter certains présupposés quant à la qualification du groupe : sectaire, extrémiste ou terroriste.

1.4.1 Les groupes sectaires

Au Canada, le groupe est défini par un juge et certains chercheurs comme une secte qui compte plusieurs gourous ayant chacun leurs adeptes (Kent et Willey, 2013; Meads v. Meads, 2012). Lorsqu'on parle du processus d'adhésion à une secte, les termes les plus souvent repris sont l'embrigadement ou l'endoctrinement (Casoni et Brunet, 2005; Diet, 2007; Maes, 2006; Saroglou et Crommelynck, 2011). L'étude des sectes de Casoni et Brunet (2005) évoque l'idée que les dérives violentes arrivent au terme d'un processus groupal d'idéalisation. Ce processus survient lorsqu'un individu attribue à un leader, à une doctrine ou à un mouvement l'essentiel de son amour, de ses projets et de ses désirs (Casoni et Brunet, 2005, p.76). Les auteurs précisent qu'il ne s'agit pas de se soumettre à une autorité mais plutôt de s'y abandonner corps et âme. Saroglou et Crommelynck (2011) associent la dangerosité sectaire au fonctionnement groupal sectaire, soit la dépendance absolue, l'exploitation et l'impossibilité de quitter le groupe. La dépendance et l'attachement sont des concepts repris par Maes (2006) et si le premier précède le second, il faudrait parler d'intégrisme plutôt que de sectarisme selon l'auteur. La dangerosité des sectes se trouverait dans l'abolition des relations interpersonnelles au profit de la relation d'appartenance (Maes, 2006). Pour l'auteur, le processus d'adhésion à une secte comporte trois phrases : séduction du sujet, destruction de son identité et construction d'une néo-identité (Maes, 2006, p. 146). Toujours selon Maes (2006), l'adhésion à une secte est tributaire de cinq éléments : la déritualisation de la société (inexistence de rituel de passage pour soutenir l'individu dans les grandes crises de la vie), la facilité qu'amène l'expression des croyances plutôt que des émotions, la difficulté de la gestion de la démocratie au quotidien (la secte gère toute prise de décision qui peut être déchirante), le développement

d'une addiction à un produit culturel (comme un toxicomane à un produit chimique), le désir de devenir plus responsable (l'individu qui entre dans une secte devient responsable d'agir selon les règles du groupe et du gourou). On retrouve donc des éléments individuels mais aussi culturels qui démontrent l'importance de l'interaction entre l'individu et l'environnement.

La limite de la littérature sur le processus d'adhésion aux sectes se retrouve dans le fait que le processus est peu défini en lui-même. Plusieurs recherches ont pour objet des groupes sectaires précis qui ont commis des actions d'éclat (suicide collectif, maltraitance d'enfant) et tentent d'expliquer le processus ayant mené à la commission de ces actes ou à leur légitimation. Si on se concentre uniquement sur le processus d'adhésion aux sectes, peu de chercheurs semblent s'y être intéressés spécifiquement. Cette limite est principalement attribuable au fait que les études sont réalisées avec des individus qui ont quitté les sectes ou des proches d'adeptes. La lecture de leur adhésion se fait au travers d'un contexte très particulier : la sortie d'une secte ou le regard critique sur l'adhésion d'un proche. De plus, les études qui visent à définir le processus d'adhésion ont une forte tendance psychanalytique, ce qui rend difficile la vérification des hypothèses dans le « concret ». Les éléments qui ressortent cependant du processus d'adhésion à une secte sont l'importance du gourou sur l'individu, la force des liens entre les membres du groupe (ou dépendance – on ne parle pas de relations mais bien de liens) et la perte du libre arbitre de l'adepte (également appelée aliénation par certains) qui arrive en fin de processus (Casoni et Brunet, 2005; Diet, 2007; Maes, 2006; Saroglou et Crommelynck, 2011).

1.4.2 Les groupes extrémistes

La Gendarmerie royale du Canada (2016) définit les citoyens souverains comme étant un « groupe extrémiste antigouvernemental à motivation unique ». La GRC distingue les groupes extrémistes du Canada en trois grandes catégories : extrême gauche, extrême droite et à motivation unique. Les deux autres groupes extrémistes à motivation unique auxquels s'intéresse la GRC sont l'*Animal Liberation Front* (ALF) et l'*Earth Liberation Front* (ELF).

L'ELF est considéré comme un mouvement environnementaliste radical. Joosse (2007) définit l'ELF comme un mouvement de résistance sans hiérarchie (*leaderless resistance*). Ce type ou cette absence de hiérarchie s'oppose à une structure de hiérarchie pyramidale ou à un réseau en étoile (*hub and spoke*) où des cellules semi-autonomes communiquent avec un leader (Joosse, 2007, 355). Le mouvement est né d'un débat idéologique au sein du groupe *Earth First!* qui faisait en sorte que plus d'énergie était mis à défendre des positions philosophiques qu'à agir pour changer les choses, ce qui était contre-productif (Joosse, 2007; Michael, 2012).

Cette structure (ou absence de structure) permet d'attirer plus d'adeptes en ne se concentrant pas sur l'idéologie mais plutôt sur l'importance de propager le mouvement et d'agir individuellement (Joosse, 2007; Michael 2012). La cause environnementale est large, tout comme le sont les idéologies qui l'appuient. La structure de l'ELF serait justifiée par le but du mouvement : le changement immédiat (Joosse, 2007). Sans leader, sans carte de membre ou règles communes chacun peut y faire concorder ses justifications idéologiques et chacune des actions commises peut être faite au nom de l'ELF, qu'il s'agisse de faire exploser une bombe dans les locaux d'une compagnie pétrolière ou de tuer le propriétaire d'une station de ski qui détruit l'habitat naturel d'un animal.

Ce type de structure est également présent dans L'ALF et serait inspiré des mouvements d'extrême droite (Joosse, 2007; Michael 2012). L'étude de Tanner et Campana (2014) semble confirmer que l'extrême droite au Québec se décrit comme un mouvement sans hiérarchie, composé de plusieurs petites cellules indépendantes. Selon Michael (2012), l'extrême gauche et certains groupes terroristes présentent ce même type de structure. L'absence de hiérarchie semble donc être une caractéristique de certains mouvements extrémistes. Joosse (2007) conclut son article en disant que la violence de certaines cellules des mouvements sans hiérarchie aurait plus à voir avec les histoires personnelles et la psychologie de chaque individu qu'avec l'idéologie plus large du mouvement.

Malgré ce long préambule sur les mouvements extrémistes reconnus, on constate que les études sur les différents mouvements extrémistes n'abordent pas directement le processus d'adhésion individuel. La plupart s'attardent à la structure des groupes et à son influence sur

les membres. Lorsqu'elles abordent le sujet de l'adhésion, elles font inévitablement le lien avec la radicalisation des individus. L'étude de Tanner et Campagna (2014) sur les *skinheads* d'extrême droite en est un bon exemple. Elle parle du « processus de radicalisation » plutôt que du « processus d'adhésion » à un groupe.

1.4.2.1 La radicalisation

La radicalisation serait le processus par lequel se développe une idéologie extrémiste (Borum, 2011a). Si la notion de processus est généralement admise, celle d'extrémisme génère de nombreux débats. L'extrémisme peut décrire des *idées* politiques opposées à celles généralement acceptées dans une société ou encore des *méthodes* contraires à ce qui est culturellement admis (Neumann, 2013). Les auteurs ne s'entendent pas à savoir si on parle de quelque chose de purement cognitif ou d'un comportement. Chacun tente de proposer des définitions de plus en plus détaillées et précises des différents concepts, par exemple en distinguant « radicalisation » et « radicalisation menant à la violence » ou « radicalisation » et « scripts d'action » (qui définit le processus d'engagement à commettre des actions violentes extrêmes) (Borum, 2011b). Bref, une place importante de la littérature sur la radicalisation est consacrée à des débats étymologiques et épistémologiques.

Aussi, lorsqu'on parle de radicalisation, le contexte est particulièrement important. Il faut être radical « par rapport » à quelque chose (Neumann, 2013). La lutte pour l'obtention des droits des femmes et des droits des Noirs a été faite par des individus considérés comme « radicaux » de par leurs idées hors normes pour l'époque, mais culturellement admises aujourd'hui. L'étude du contexte social est donc nécessaire pour pouvoir parler de radicalisation, ce qui est rarement fait dans les études.

1.4.3 Les groupes terroristes

Aux États-Unis, on parle des citoyens souverains comme d'un groupe terroriste (Anti-Defamation League, 2012; Federal Bureau of Investigation, 2010a, 2011; Fleishman, 2004) ou d'un groupe au sein duquel certains loups solitaires utilisent des tactiques terroristes sans l'être en soi (Biery, 2014). La littérature sur le terrorisme associe souvent terrorisme et radicalisation, le terrorisme étant l'expression d'une « radicalisation violente ». Il existe deux approches : l'approche anglo-saxonne et l'approche européenne. Les Anglo-saxons se concentrent sur l'extrémisme comportemental (action violente sanctionnée par la loi) tandis que les Européens voient le terrorisme comme un symptôme dont la cause est l'extrémisme cognitif (Neumann, 2013). Cependant, s'il semble exister deux positions majeures pour réfléchir sur le terrorisme, le principal problème se trouve dans l'inexistence d'une définition claire et commune du concept de terrorisme (Best et Nocella, 2004; Leweling et Nissen, 2007; Sageman, 2014; Schmid, 2004; Silke, 2001). Il existe autant de définitions que de chercheurs qui s'intéressent au sujet. On peut cependant affirmer que le terrorisme implique une action violente concrète.

1.4.4 Le processus d'adhésion aux citoyens souverains

Si le mouvement des citoyens souverains peut être qualifié de criminel sans trop de précautions, la violence ne semble pas être utilisée au Québec par ses adhérents, du moins pour l'instant. Il semble donc impossible de qualifier le mouvement comme étant terroriste.

La littérature sur les sectes et les groupes extrémistes a permis de constater que le processus d'adhésion aux différents groupes n'est jamais défini comme tel; il se traduit par des mots comme « endoctrinement » ou « radicalisation ». Ces mots deviennent en fait des concepts centraux des différentes études qui impliquent une série de présupposés ou de positions théoriques.

Lorsqu'on s'attarde à la littérature sur les citoyens souverains, on constate que les différents auteurs n'arrivent pas à s'entendre sur le type de groupe dont il s'agit. Cette difficulté est

principalement attribuable au fait que les données sur le groupe sont toutes des données secondaires provenant de la police, des tribunaux, des médias ou des publications de citoyens souverains. Il devient donc particulièrement difficile d'adopter a priori une position conceptuelle sans présupposer un certain nombre d'éléments quant à ses adhérents. L'objectif de l'étude étant la compréhension du processus d'adhésion à ce groupe peu étudié empiriquement, l'adoption d'une telle position dès le départ serait contre-productive. Parler du processus d'adhésion permet d'éviter de présupposer qu'il s'agit d'endoctrinement, de radicalisation ou tout autre concept chargé de sens. Il ne s'agit pas de normaliser le groupe mais plutôt de se baser sur les faits pour aborder ensuite la théorie pertinente.

2. Cadre théorique

La description du mouvement rend complexe le choix d'un cadre théorique pour analyser le processus d'adhésion. Qu'il soit perçu comme un mouvement extrémiste, un mouvement terroriste ou encore un groupe sectaire, l'éventail de comportements de ses membres est assez large, allant de la publication de documents permettant d'éviter de payer des taxes jusqu'au meurtre.

Il est donc important de sélectionner une théorie criminologique développementale qui permette d'étudier une vaste gamme de comportements et qui permette d'expliquer les mécanismes entourant le choix d'un individu de commettre une action particulière.

La théorie de l'action situationnelle (TAS) nous apparaît la plus pertinente car elle permet de s'attarder au « comment » plutôt qu'au « pourquoi », mais aussi parce que sa définition du crime s'applique aux actes variés des citoyens souverains. En effet, la TAS définit le crime comme une violation assumée des règles de conduite (Wikström, 2004; 2005). Wikström (2005) explique que ce n'est pas le geste qui doit être expliqué, mais plutôt le fait qu'un individu commette un acte sachant qu'il est illégal. Selon cette théorie, il importe peu que la définition du crime varie dans le temps ou l'espace ou encore que les gestes soient bien ou mal; l'important est de comprendre pourquoi un individu décide intentionnellement de commettre un acte qui brise les règles de conduite définies par la loi¹⁴ (Wikström, 2004).

2.1 Les mécanismes de l'action

Wikström (2004) propose, via la TAS, une théorie qui met en lumière les mécanismes causaux du crime. Il ne s'agit pas d'une association de cause à effet, mais plutôt de décrire les mécanismes qui causent l'action, soit le crime. C'est utiliser le « comment » pour expliquer le

¹⁴ L'auteur spécifie que sa théorie peut s'appliquer à tous les types de bris des règles morales. Ce qui est particulier d'une règle de conduite définie par la loi est la formalité et la force de la sanction si elle n'est pas suivie.

« pourquoi ». La théorie vise à faire ressortir ce qui amène une personne à commettre un acte, en s'attardant au processus sous-jacent.

Selon l'auteur (Wikström, 2005), la criminologie développementale doit accorder une plus grande importance aux sphères d'activités de l'individu (*activity field*). Les sphères d'activités d'un individu configurent les cadres dans lequel il se développe et agit. Les cadres sont les personnes, les objets et les événements auxquels un individu est directement exposé et avec lesquels il réagit (Wikström, 2005). Il s'agit de l'environnement de l'individu.

Suivant cette théorie, l'action est toujours le résultat d'une interaction entre l'individu et un cadre (Wikström, 2005). Il arrive qu'un ou l'autre ait un plus grand impact, mais c'est toujours **l'interaction** entre l'individu et le cadre dans lequel il prend place qui influence les alternatives qu'un individu perçoit et les choix qu'il prend.

Avant de faire une action, un processus en deux temps s'effectue : la perception des alternatives et le processus de choix (Wikström 2004, 2005, 2014). La perception est ce qui lie l'individu à l'environnement (Wikström, 2014). Elle dépend des caractéristiques et des expériences de l'individu, mais aussi des particularités objectives de l'environnement (Wikström, 2004). Dans un même cadre, chaque individu peut percevoir des alternatives différentes selon qui il est. Le processus de choix réfère à l'évaluation spécifique des alternatives perçues (Wikström, 2004). L'action humaine est donc toujours situationnelle (Wikström, 2014).

2.2 L'explication du crime

La morale « concerne les mœurs, les habitudes et surtout les règles de conduite admises et pratiquées dans une société » et le sens moral est le « discernement du bien et du mal » (Petit Robert, 1978, p. 1227). Wikström (2004, 2005, 2010, 2014) expose le fait que tous les crimes ont en commun d'être des actions qui brisent les règles de conduite (définies par la loi). Expliquer le crime revient donc à expliquer des actions morales (Wikström 2004, 2005, 2010, 2014). Cette définition du crime permet d'analyser une variété de comportements, sans expliquer le comportement en soi, mais plutôt le choix de poser une action sachant qu'elle contrevient à une règle de conduite.

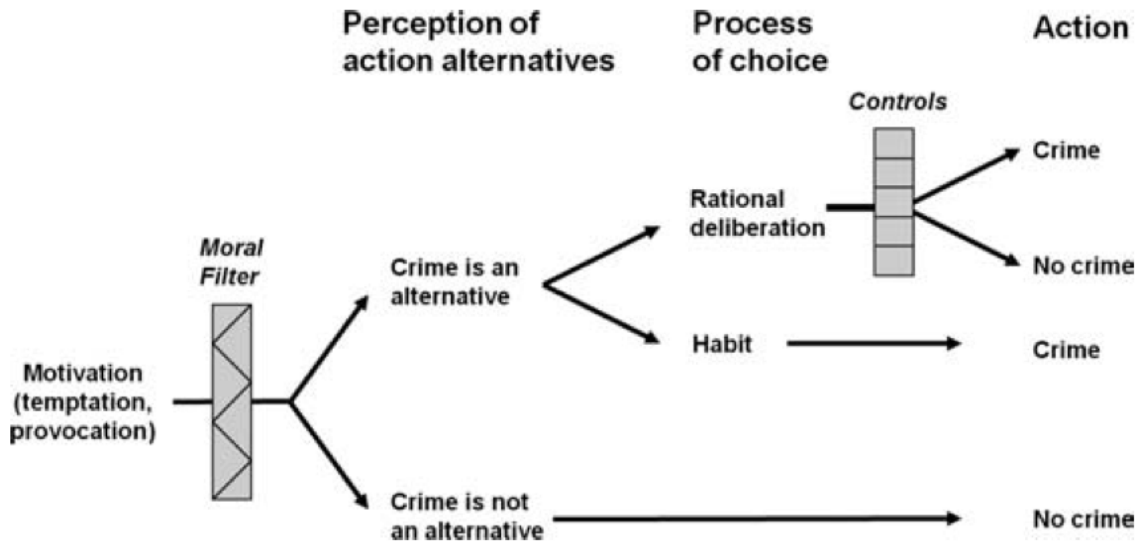
La TAS ne propose pas une analyse moraliste du crime (Wikström 2010, 2014). Elle ne vise pas à définir s'il est bien ou mal de commettre une action particulière. Elle cherche seulement à expliquer pourquoi, lorsque des règles de conduite sont clairement fixées par la loi, un individu décide de s'y soustraire.

2.3 Le modèle situationnel

Comme expliqué précédemment, tout acte découle de l'intersection entre un individu et le cadre dans lequel il se trouve. Cette intersection est nommée **situation** dans la TAS (Wikström, 2014). L'action est donc le résultat d'une situation. Chaque situation génère la perception d'alternatives, puis le processus de choix s'opère. Le processus de perception/choix est l'élément-clé pour comprendre l'action (Wikström 2012, 2014).

Les facteurs situationnels clés de la TAS sont résumés dans la figure 1 et seront ensuite expliqués.

Figure 1 : Processus de filtrage moral



Source : Wikström, 2012, p. 66

2.3.1 La motivation

La motivation est ce qui initie l'action (Wikström 2010, 2014). La motivation est une attention dirigée vers un but (Wikström 2010, 2012, 2014). Les origines de la motivation se retrouvent soit dans la tentation, soit dans la provocation.

La tentation est vue comme la connexion entre le désir ou le besoin d'une personne et l'opportunité de le satisfaire, ou encore comme le résultat de l'interaction entre un engagement et l'opportunité de le respecter (Wikström 2010, 2012, 2014). La provocation est une friction ou une interférence externe non désirée qui cause de la colère ou un certain agacement (Wikström 2010, 2012, 2014). Il importe de spécifier que la sensibilité à une friction varie d'un individu à l'autre.

La motivation est une condition nécessaire, mais non suffisante pour expliquer l'action (Wikström 2014). Une même source de motivation peut mener à des actions différentes, c'est pourquoi il importe de s'attarder au filtre moral.

2.3.2 Le filtre moral et la perception des alternatives

Le filtre moral est composé de la morale individuelle d'une personne (ses valeurs morales et ses émotions) et des règles morales d'un cadre particulier, plus précisément de sa perception des règles morales d'un cadre particulier (Wikström 2010, 2012, 2014). Le filtre moral est défini comme « the moral rule-induced selective perception of action alternatives on relation to a particular motivation » (Wikström, 2014, p. 80). Chaque situation possède son propre filtre moral. C'est à partir de celui-ci que la personne entrevoit des alternatives comportementales.

La TAS définit l'adéquation entre la morale individuelle et les normes morales d'un cadre comme le « principe de la correspondance morale » (Wikström 2010, 2012, 2014). Lorsqu'il y a correspondance morale, la perception des alternatives se produit. Prenons l'exemple d'une personne en retard à un rendez-vous. Sa motivation est de respecter l'engagement d'arriver à l'heure (tentation). Dans cette situation, ses valeurs morales peuvent lui dicter l'importance de respecter le Code de la sécurité routière (limitation de vitesse) et le cadre perçu (zone résidentielle), faire en sorte que le non-respect de la limitation de vitesse ne fasse pas partie de ses alternatives comportementales. Dans la même situation, si les valeurs de la personne l'amènent à considérer l'option de ne pas respecter la limite de vitesse et que le cadre perçu (endroit où la limite de vitesse est souvent dépassée) est en correspondance avec ses valeurs, l'alternative de rouler à une vitesse plus élevée que la limite permise sera considérée. Dans le premier cas, la perception des alternatives n'implique pas la possibilité de briser une règle morale. Le processus de choix entendu au sens de la TAS n'est donc pas sollicité car le « crime » n'est pas une alternative. Dans le second cas, le processus de choix devra s'enclencher avant qu'une action soit prise.

2.3.3 Le processus de choix

Le processus de choix est ce qui arrive lorsque le bris d'une règle morale est considéré. Le choix est défini comme « the formation of an intention to act in one way or another »

(Wikström, 2014, p. 80). La TAS décrit deux processus par lesquels un choix s'effectue : le processus de choix automatique et le processus de choix délibéré (Wikström, 2014).

Le processus de choix automatique peut survenir lorsque la personne perçoit une seule alternative, mais peut également être le résultat d'une habitude (Wikström, 2014). Cela signifie que, dans des circonstances familières, l'expérience passée d'un individu crée un schème de réaction habituelle qui fait en sorte qu'il ne délibère pas rationnellement. L'alternative choisie ne sera pas nécessairement la meilleure pour l'individu, mais le caractère automatique du choix ne l'amène pas à considérer les pour et les contre de l'action (Wikström, 2014).

Le processus de choix délibéré est le résultat d'une réflexion rationnelle face à plusieurs alternatives perçues (Wikström, 2014). C'est dans ce processus qu'apparaît l'influence des contrôles.

2.3.4 Les contrôles

Les contrôles peuvent être internes (contrôle de soi) ou externes (dissuasion) et doivent être pris en compte uniquement lorsque les valeurs morales d'un individu entrent en contradiction avec les valeurs perçues du cadre (ou vice-versa) et que le crime est une des alternatives perçues (Wikström 2010, 2012, 2014).

Le contrôle de soi est défini par la TAS comme « the process by which a person succeeds in adhering to a personal moral rule when it conflicts with the (perceived) moral norm of a setting » (Wikström, 2014, p. 82). Le contrôle de soi est une habileté qui diffère d'un individu à l'autre et qui peut être influencée par de fortes émotions, du stress ou encore une intoxication (Wikström, 2012, 2014). Une forte habileté au contrôle de soi implique que la personne agira selon ses propres valeurs morales en cas de conflit avec les valeurs de l'environnement.

La dissuasion est décrite comme étant « the process by which the (perceived) enforcement of a setting's (perceived) moral norms (by creating concern or fear of consequences) succeeds in

making a person adhere to the moral norms of the setting even though they conflict with his or her personal moral rules » (Wikström, 2014, p. 82). La dissuasion est donc toute forme de contrôle externe à l'individu qui fera en sorte que les valeurs morales du cadre prévaudront si elles entrent en contradiction avec ses valeurs personnelles.

Reprenons l'exemple de la personne en retard à son rendez-vous. Les deux cas de figure exposés précédemment étaient liés au principe de correspondance morale. On peut imaginer que la décision prise dans les deux cas soit le résultat d'un processus de choix automatique. Cependant, lorsque le cadre vient en contradiction avec les valeurs (ou vice-versa), le processus de choix délibéré est essentiel. Dans le cas où la personne perçoit le non-respect de la vitesse comme une alternative acceptable, la vue d'un policier faisant du radar peut avoir un effet de contrôle externe (dissuasion) dans son processus de choix. Malgré ses valeurs personnelles, la crainte de recevoir une contravention l'amène à respecter la limite de vitesse. Si la personne en retard a un fort contrôle de soi et que l'importance de respecter le Code de la sécurité routière fait partie de ses valeurs personnelles, elle éliminera l'alternative de rouler au-dessus de la vitesse permise, même si elle observe que tous les utilisateurs de la route le font et que la norme qu'elle perçoit est qu'il est acceptable de rouler au-dessus de la vitesse permise.

En résumé, chez la personne pour qui l'option de commettre un crime passe l'étape du filtre moral, un processus de choix sera effectué. La personne pour qui le crime est une ou la seule option qu'elle perçoit, commettra le crime. La personne qui perçoit de nombreuses alternatives, dont la commission d'un crime, mais qui se trouve face à un conflit de valeurs, commettra ou non le crime, selon l'efficacité de son contrôle de soi ou de la dissuasion.

La TAS a évolué au fil des années et propose depuis peu, en périphérie de son modèle situationnel, de s'intéresser aux processus d'émergence et de sélection pour saisir plus globalement le passage à l'acte.

2.4 Le processus d'émergence

Le concept d'émergence réfère à la propension criminogène qui apparaît chez un individu ou dans un environnement social (Wikström, 2012). La propension criminogène chez l'individu serait le résultat de l'éducation morale et le développement d'habiletés cognitives, comme l'habileté à exercer un contrôle de soi (Wikström, 2012). L'éducation morale et le développement d'habiletés cognitives seraient donc ce qui explique que la propension criminogène varie d'un individu à l'autre (Wikström 2014). La propension criminogène de l'environnement social réfère à la façon dont un type de cadre en vient à proposer ou à imposer des normes criminogènes. Ce dernier concept est peu expliqué par la théorie.

2.5 Les processus de sélection

Le concept de sélection réfère au fait que certains individus se retrouvent dans certains cadres particuliers. C'est à travers les processus de sélection que Wikström démontre l'importance des sphères d'activités d'un individu dans la criminologie développementale. Selon Wikström (2012, 2014) il existe deux processus de sélection : la sélection sociale et l'autosélection. La sélection sociale réfère aux forces sociales qui encouragent ou découragent un type particulier de personne de participer à un type d'activité (cadre) particulier. L'autosélection réfère aux préférences d'un individu à participer à un type d'activité qui possède ses propres contraintes. Selon les circonstances, c'est soit la sélection sociale, soit l'autosélection qui pourra avoir une plus grande influence dans la participation à une sphère d'activité, mais c'est toujours l'interaction entre les deux qui fait en sorte que certains individus se retrouvent dans certains cadres (Wikström 2012, 2014).

Les processus de sélection peuvent être vus comme complémentaires au modèle situationnel, mais aussi comme faisant partie de celui-ci. La motivation d'un individu à participer à une sphère d'activité (criminogène ou criminelle) sera tributaire de son filtre moral qui amènera un processus de choix. Si contradiction il y a, les contrôles auront un impact sur le choix de participer ou non à cette sphère d'activité.

2.6 L'analyse du processus d'adhésion aux citoyens souverains via la TAS

Les données disponibles sur les citoyens souverains renseignent sur les actions commises par les individus faisant partie de ce groupe, mais aucunement sur le processus qui mène à leur adhésion. L'adhésion est définie comme une « approbation réfléchie » ou encore « l'action d'adhérer, de s'inscrire » (Petit Robert, 1978, p. 24). L'adhésion peut donc être vue comme une action au sens de la TAS, peu importe qu'elle implique la commission d'un crime ou non. L'important selon cette théorie est qu'une motivation, une fois passée au travers du filtre moral, amène à considérer le crime comme une alternative.

Les documents actuellement disponibles sur les citoyens souverains nous informent sur les techniques problématiques utilisées par le groupe et sur ses activités criminelles. Ils nous permettent de constater l'impact social négatif de ce groupe dans la société.

Les médias, les avocats, les gouvernements et les forces de l'ordre proposent des documents descriptifs du phénomène et de ses conséquences. Les jugements de Cour et certains documents produits aux États-Unis nous renseignent sur les individus qui font partie du groupe, mais seulement en termes d'historique criminel ou de gestes posés. La littérature sur le sujet s'attarde uniquement aux actions des individus qui ont eu des démêlés avec la justice. Biery (2014) est la seule à avoir élargi l'étude du phénomène en analysant les vidéos produites par des citoyens souverains américains disponibles sur Youtube¹⁵. On peut cependant penser que les individus qui se mettent de l'avant dans ce type de vidéos sont ceux que Rooke (2012) qualifie de gourous. Les différents écrits sur le phénomène nous permettent seulement de constater les comportements des individus qui se disent citoyens souverains, sans sonder les mécanismes sous-jacents.

En 2012 l'*Anti-Defamation League* a produit un document dans lequel elle propose trois hypothèses qui pourraient justifier l'adhésion au mouvement des citoyens souverains : une préoccupation financière, l'insatisfaction face aux instances gouvernementales et l'appât du

¹⁵ Site web d'hébergement de vidéos.

gain. Même si ces hypothèses s'avéraient fondées, on ne peut conclure que toute personne qui vit ce genre de préoccupation intègre le groupe, ni même un mouvement semblable. Il importe donc de s'attarder au processus qui mène à l'adhésion au groupe des citoyens souverains pour comprendre non pas « pourquoi » mais « comment » un individu en vient à considérer le choix d'adhérer à ce mouvement.

Ce mémoire vise à mettre en lumière le processus qui mène à la création d'un filtre moral qui justifie l'adoption des comportements prônés par le mouvement des citoyens souverains. L'étude de cette adhésion selon la lunette de la TAS revient donc à analyser les mécanismes sous-jacents à l'action. À travers la TAS, il est possible de découvrir ce qui permet la création d'un filtre moral justifiant et soutenant les actions, effectuées ou non, considérées comme adéquates. Toutes les étapes menant à la perception des alternatives et des choix retenus seront expliquées à travers les analyses présentées.

3. Méthodologie

Le présent chapitre présente les différents choix et les différentes stratégies méthodologiques mis en place dans la production de ce mémoire. Dans un premier temps, l'objet d'étude, le choix de la méthode et les informations liées à l'échantillonnage et aux répondants seront présentés. Le déroulement du terrain et la stratégie analytique choisie seront ensuite décrits. Finalement, les critères éthiques respectés puis les forces et limites de la démarche seront énoncés.

3.1 L'objet d'étude et les objectifs

Tel que défini dans les chapitres précédents, cette étude a pour objet les citoyens souverains et l'objectif est de découvrir le processus d'adhésion à ce groupe. La littérature sur l'objet d'étude nous a renseignés sur les connaissances limitées sur le processus d'adhésion, d'où le choix de cet objectif précis. Non sans préconceptions ou préjugés sur le sujet, mais par souci d'exactitude, cette recherche repose sur une « utilisation circonstanciée des référents interprétatifs » (Paillé et Mucchielli, 2016, p. 135). Un questionnaire d'entrevue a été bâti avant l'entrée sur le terrain (voir section 4.2), mais aucun cadre théorique ni aucune stratégie analytique n'avaient été définis au départ. De ce fait, une stratégie de mise en perspective théorique a été mise en place (Paillé et Mucchielli, 2016). Cette stratégie permet un engagement formel théorique minimal au départ, pour se déployer plus en profondeur lors de l'exposition des résultats (Paillé et Mucchielli, 2016). Plutôt que d'adapter des résultats à un cadre théorique ou une stratégie analytique, l'évaluation théorique et les choix analytiques ont été faits suite aux entretiens.

3.2. Le choix de la méthode et le recours à l'entretien

La méthode qualitative s'est imposée d'elle-même face au caractère exploratoire de cette recherche (Poupart et al., 1997). Pour approfondir le processus d'adhésion au mouvement, la rencontre de l'individu qui y a adhéré était nécessaire. Le point de vue des différents acteurs sociaux qui ont été en contact avec les citoyens souverains (policiers, avocats, tribunaux) est

connu, mais jamais le point de vue des citoyens souverains eux-mêmes n'avait été sondé. Chacun des individus rencontrés est considéré comme un informateur, c'est à partir d'eux que se produit la connaissance.

Le recours à l'entretien a été choisi pour permettre de donner la parole aux acteurs sociaux qui composent l'objet d'étude. L'objectif derrière ce choix n'était pas de découvrir la réalité telle qu'elle est, mais plutôt la réalité telle que vécue et perçue par les acteurs (Poupart et al., 1997). L'objectif étant de comprendre le sens derrière leur conduite, cette méthode semblait la plus adaptée pour y parvenir (Poupart et al., 1997).

L'entretien semi-directif a été choisi car il permet l'utilisation d'un guide d'entretien, s'assurant ainsi que tous les thèmes choisis sont explorés (Duchesne, 2000). Dans la présente étude, le guide était un outil de référence qui laissait beaucoup de place à l'acteur. Pour l'individu peu volubile, il permettait d'orienter les sujets mais, dans la plupart des cas, les relances prévues n'ont pas été nécessaires car l'individu parlait de lui-même des différents sujets.

Quatre grands thèmes étaient abordés au cours des entrevues : le parcours de vie, le processus d'adhésion, les changements et les perceptions. Le guide d'entrevue est présenté en annexe.

3.3 L'échantillonnage

Les critères d'échantillonnage étaient plutôt ouverts : être âgé de 18 ans ou plus, résider au Québec au moment de l'entretien et se considérer comme citoyen souverain. Les individus qualifiés de citoyens souverains dans les médias étaient les plus réfractaires à l'utilisation de ce terme connoté péjorativement. Il a été reformulé librement à partir de la définition du Larousse en « individu ou citoyen qui refuse que son pouvoir soit limité par un autre ».

Dans un premier temps, pour rejoindre ces individus, un compte Facebook de recherche a été créé. Des messages privés ont été envoyés à des individus identifiés dans les médias québécois comme citoyens souverains. La fermeture de ce compte a forcé l'utilisation du *snowball-*

sampling ou échantillonnage en boule de neige (la section 4.5 sera plus informative sur le sujet). Cette technique est particulièrement utile pour atteindre les populations difficiles à joindre (Atkinson et Flint, 2001; Goodman, 1961). Elle consiste à demander aux participants rencontrés de référer d'autres individus qu'ils savent correspondre aux critères d'échantillonnage (Atkinson et Flint, 2001).

Un des biais associés à ce type d'échantillonnage est celui de représentativité (Atkinson et Flint, 2001). En effet, comme il existe des liens entre les individus, il se peut qu'on en vienne à observer un sous-échantillon qui ne soit pas représentatif de la population. Dans le cas présent, ce biais ne semble pas avoir réellement un impact. En observant les différents groupes Facebook ou les commentaires sous des blogues, force est de constater que la plupart des individus se connaissent déjà, de nom ou personnellement.

Les individus qui semblent plus actifs (administration de page Facebook, production de vidéos sur YouTube, etc.) semblent avoir des sympathisants personnels, mais aussi une popularité au sein du mouvement. Pour en avoir discuté avec un des participants, être populaire ne signifie pas nécessairement faire l'unanimité. Au sein des citoyens souverains, il semble exister une certaine « guerre de pouvoir » où chacun veut avoir « plus » raison, faisant émerger de longs débats plus ou moins respectueux sous les publications de l'un ou de l'autre.

La figure 2 rend compte des différentes rencontres effectuées dans le cadre de ce mémoire. On constate qu'il existe de nombreux liens entre les individus, assumés ou découverts par observation via les différents réseaux qu'ils utilisent. Les liens ne découlent pas nécessairement de l'échantillonnage par boule de neige. C'est plutôt en raison de leur présence active dans le mouvement que ces individus semblent se connaître. Les individus plus isolés (sans autre lien que la référence initiale) dans la figure 2 correspondent d'ailleurs à ceux qui sont moins actifs. La référence par boule de neige a donc permis ici une diversité chez les participants.

L'absence de hiérarchie entre les individus confirme également l'information selon laquelle il n'existerait pas de leader officiel du mouvement. Les individus se connaissent et partagent de

l'information liée au mouvement, mais sans nécessairement se regrouper. Chacun fait sa petite affaire et la publicise, collabore avec certains de façon ponctuelle mais sans former de groupe uni et durable.

Figure 2 : Recrutement

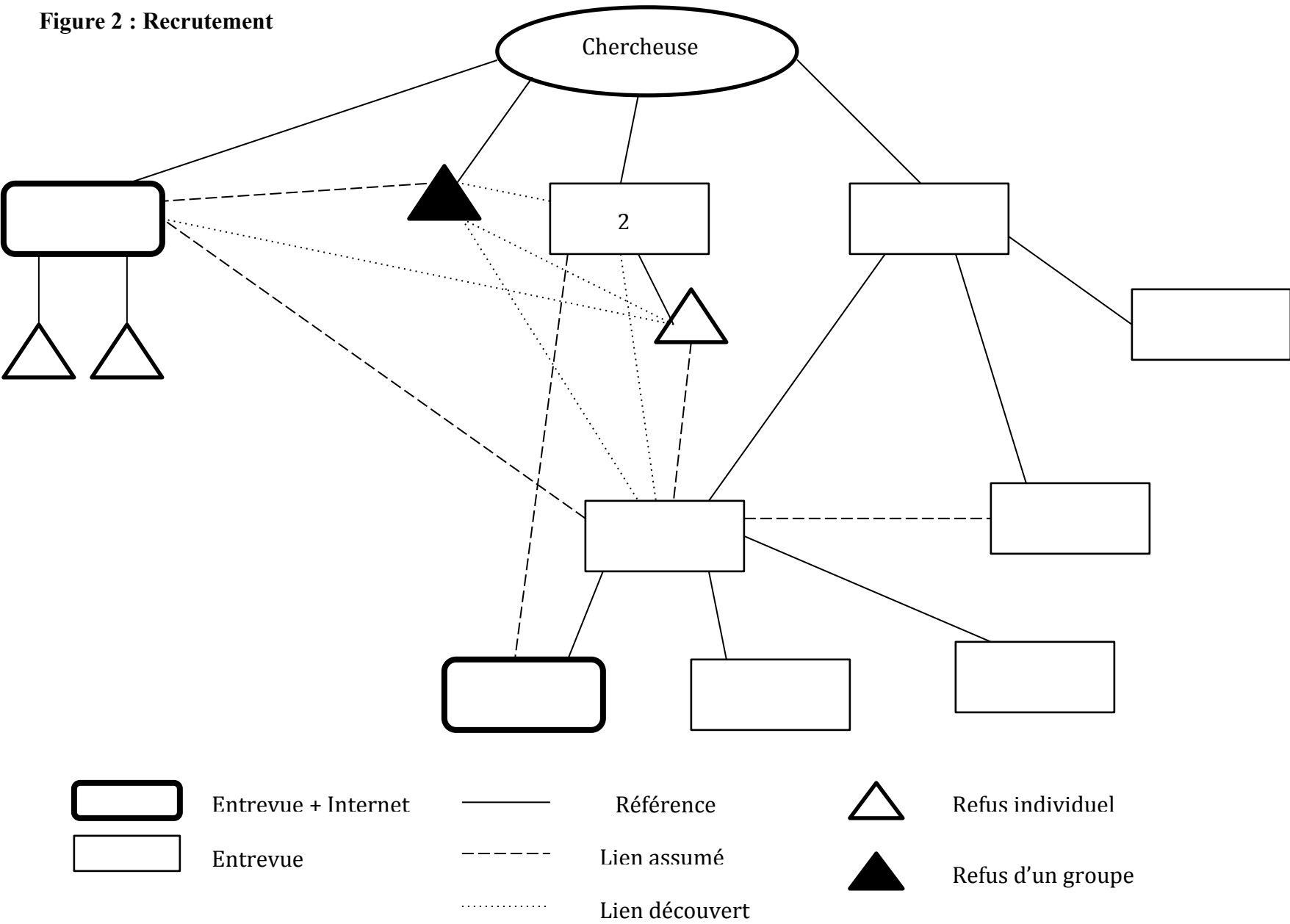


Tableau I : Profil des répondants

	Sexe	Âge	Nationalité	Origine ethnique	État matrimonial	Formation académique complétée	Situation actuelle	Antécédents criminels
1	F	44	Canadienne	Blanche	Conjoint de fait	Professionnelle et collégiale	Sans emploi	« Me suis jamais fait pigner »
2	H	64	Canadien	Blanc	Marié	Universitaire 2 ^e cycle	Emploi	« Pas encore »
3	H	54	Canadien	Blanc	Veuf	Collégiale	Sans emploi	Oui (a obtenu son pardon)
4	F	59	Acadienne	Blanche	Célibataire	Universitaire 2 ^e cycle	Sans emploi	Non
5	H	74	Canadien	Blanc	Copropriétaire*	Primaire	Sans emploi	Non
6	H	26	Québécois/Amérindien	Blanc/Premières Nations	Célibataire	Secondaire	Emploi saisonnier	« Pas que je sache »
7	H	48	Canadien	Blanc	Conjoint de fait	Universitaire 2 ^e cycle	Travailleur autonome	Non
8	F	45	Québécoise	Blanche	Mariée	Professionnelle et collégiale	Emploi contractuel	Oui
9	H	64	Canadien	Blanc	Marié	Secondaire	Travailleur autonome	Non
10	H	37	Canadien	Blanc	Célibataire	Collégiale	Sans emploi	Non

* L'homme habite avec son ex-femme depuis de nombreuses années. Il a tenu à qualifier ainsi son état matrimonial.

3.4 Le profil des répondants

Le tableau I présente les principales caractéristiques de l'échantillon rencontré. L'*Anti-Defamation League* (2012) évoque le fait que la majorité des citoyens souverains seraient des hommes blancs de plus de 50 ans. L'observation des réseaux sociaux semble effectivement confirmer que la majorité des participants sont des hommes d'une cinquantaine d'années et plus.

Dans cette étude, nous avons choisi volontairement de recruter des femmes (3/10) pour vérifier si le discours varie selon le sexe, mais cela ne semble pas être le cas. La moitié des participants rencontrés ont moins de 50 ans. Malgré une moyenne d'âge de l'échantillon de 51,5 ans, ils sont moins âgés que ce qui est rapporté dans la littérature américaine. Cette réalité différente semble s'expliquer par la situation actuelle des individus. Un seul individu de l'échantillon travaille à temps plein et la moitié sont sans emploi. L'implication dans ce type de mouvement demande beaucoup de temps et on peut penser qu'il est plus probable qu'un individu âgé (souvent retraité, enfants autonomes, etc.) dispose de plus de temps qu'un individu plus jeune. Dans le cas présent, un seul individu est contraint à respecter un horaire de travail fixe, les autres pouvant disposer de beaucoup de temps ou d'un horaire variable, ce qui leur permet de consacrer plus d'énergie au mouvement malgré leur jeune âge.

La plupart des individus rencontrés ont complété un diplôme post-secondaire (7/10). Tous les individus rencontrés sont nés en sol canadien. Une seule participante a actuellement un dossier criminel, dans une affaire liée à la drogue. Un autre participant a obtenu son pardon suite à une condamnation liée à ses activités au sein du mouvement des citoyens souverains. Les autres participants nomment ne pas avoir fait l'objet de condamnations, mais les commentaires de trois des participants démontrent que ce n'est pas parce qu'aucun acte criminel n'a été commis.

3.5 Les informations sur le déroulement du terrain

Tel qu'effleuré dans la section sur l'échantillonnage, le premier pas sur le terrain a impliqué la création d'une identité sur les réseaux sociaux Facebook et Youtube, affichant le statut d'étudiante à la maîtrise effectuant une recherche sur les citoyens souverains. Une adresse

électronique a également été créée. Certaines précautions sont mises en place : utilisation d'une adresse IP encodée, fausse adresse, fausse date de naissance et utilisation de « Recherche » comme nom de famille. Inspirée par l'article « Comment Facebook m'a mis sur la voie du djihad » de Gurvan Kristanadjaja (2014), de nombreuses pages liées aux citoyens souverains et les profils de membres connus via les médias sont consultés sur Facebook. Des demandes pour joindre certains groupes fermés sont faites. Rapidement, on me suggère des « amis » qui ont les mêmes « intérêts » que moi et des groupes auxquels je pourrais adhérer selon mes recherches précédentes. J'envoie de nombreux messages à différentes personnes. Plusieurs acceptent de devenir mon « ami », me donnant ainsi accès à leur profil privé. Rapidement, j'ai beaucoup de réponses mais surtout des refus. Sous un statut Facebook où j'expose mon projet de recherche, je retrouve des réponses du type :

Je ne suis pas membre des citoyens souverains. Voici un resume du fondement de ma demarche. Depuis [censuré], je me plaignais aux autorites parce que je me faisais agresser et harceler par des employes de l'Etat provincial et federal. Quand je me plaignais, ils sortaient des rapports pour dire qu'il ne s'etait rien passe. Le [censuré], j'ai decide de faire une declaration de souverainete, ou d'exclusion de l'association constituante ayant acceptee la loi constitutionnelle du Canada. [...] J'ai donc fondee une Republique avec d'autres exclus comme moi. [...] Suite a ma declaration de souverainete, la police federale et le provincial m'ont poursuivi parce que supposément [censuré]. La verite est que cette poursuite querulente etait pour me FARMER la yeule. [...]

Plusieurs me racontent leur histoire en niant faire partie des citoyens souverains. En message privé, plusieurs me questionnent sur des liens possibles avec les forces de l'ordre. Malgré l'assurance de confidentialité, plusieurs refusent de me rencontrer. Certains individus sont toutefois ouverts à participer à la recherche et c'est ainsi que je rencontre les trois premiers participants.

Peu de temps après la seconde entrevue, Facebook me demande de « prouver » mon identité car mon compte a été signalé pour « usurpation d'identité » par un utilisateur. Vu les précautions mises en place au début de la démarche et le système automatisé de Facebook, mon compte est désactivé car il ne respecte pas leurs politiques. Je recontacte donc les premiers participants pour leur demander de parler de ma recherche à leurs connaissances qui se considèrent citoyens souverains. C'est ainsi que j'ai construit mon échantillon.

On remarque dans la figure 2 que seules neuf rencontres ont été effectuées. En effet, une de ces rencontres s'est déroulée avec deux participants. En parallèle des rencontres, plusieurs individus sont contactés via des pages Web trouvées ou des références obtenues lors des entrevues. La figure 2 présente également certains refus particuliers qui ont eu un impact sur le déroulement de la recherche. Les deux refus individuels (à la gauche de la figure) sont identifiés car ces personnes ont nommé vouloir se distancier des idées proposées par le participant les ayant référés. Malgré la précision selon laquelle des points de vue variés étaient recherchés, ces participants potentiels ont refusé catégoriquement de participer à la recherche. Le refus le plus « intéressant » est cependant venu d'un groupe connu et soutenu par plusieurs citoyens souverains. Un seul des individus rencontré avait affiché ses liens avec ce groupe. Les autres liens ont été découverts en observant les vidéos de ce groupe sur Youtube, où les autres individus rencontrés participaient aux « auditions publiques »¹⁶. Suite au refus de ce groupe, plusieurs personnes ayant confirmé leur intérêt à participer à la recherche se sont rapidement désistés, sans évoquer de raison particulière (notamment le refus indiqué au centre de la figure). Sans nécessairement faire de lien direct entre ces événements, j'ai pu constater ensuite que les personnes ayant finalement refusé étaient liées de près ou de loin à ce regroupement¹⁷.

Un des individus rencontrés m'a ajoutée à sa liste d'envoi électronique, me donnant accès à plusieurs informations : type de contenu partagé, rencontres particulières prévues, échanges entre participants, etc. Plusieurs m'ont aussi partagé leurs sources privilégiées, me permettant de découvrir des pages Web ou des individus qui partagent de l'information sur l'objet d'étude. Ces sources m'ont permis de constater que, malgré la petitesse de l'échantillon, les propos rapportés dans les entretiens sont partagés par de nombreuses personnes.

¹⁶ Formule utilisée dans le courriel de refus reçu. Il est impossible de présenter ce courriel sans contrevenir aux principes éthiques auxquels cette recherche est soumise car il est considéré comme « correspondance privée ».

¹⁷ « Regroupement » est utilisé à défaut d'un terme plus adapté. Dans ma correspondance avec « eux », on m'informe que ce « n'est pas un groupe au sens propre, c'est une association libre, non enregistrée et volontaire qui se forme au gré du besoin et se déforme immédiatement ensuite. ». Il semblerait cependant que ce sont souvent les mêmes individus qui participent aux activités de cette « association libre ».

La moitié des entrevues ont eu lieu au domicile de l'interviewé, deux dans des restaurants et les autres dans des locaux privés de bibliothèques municipales. Tous ces endroits étaient calmes et au choix de l'individu rencontré. Un des individus a filmé la rencontre pour la partager ensuite sur son blogue personnel. Au moment où sa caméra n'a plus eu de batterie, son attitude a particulièrement changé. Durant la captation, son discours était formel, *politically correct* et il semblait donner un cours, ne s'adressant pas directement à moi. Cependant, une fois la caméra éteinte, sa posture a changé, ses propos sont devenus plus crus, violents et « naturels ». Cette situation a mené à une réévaluation de la recherche de Biery (2014) qui a analysé les vidéos des citoyens souverains sur YouTube. L'expérience laisse croire qu'il peut exister un clivage entre le « personnage », les discours qu'il diffuse sur les réseaux sociaux et la « réalité ». Il semble donc préférable de les rencontrer en personne pour avoir accès à un discours moins censuré.

Les rencontres ont duré entre une et trois heures. Une compensation de 20\$ était remise. Cet argent était souvent considéré comme inapproprié par les participants qui nommaient le faire « pour la cause » et non pas pour l'argent. Tous ont cependant accepté la rémunération.

L'information selon laquelle cette étude était faite dans le cadre d'un mémoire en criminologie a été cachée aux participants. Lorsqu'ils avaient des questionnements, ils étaient informés que cette étude avait lieu dans le cadre d'un mémoire en sciences sociales. Cette forme de duperie avait été établie avec le *Comité d'éthique de la recherche en arts et en sciences* (CERAS). Seul le nom du directeur de recherche était indiqué sur le formulaire d'information et de consentement. Certains refus de participer à la recherche ont été motivés par le fait que le directeur était professeur au département de criminologie.

3.6 La stratégie d'analyse

La stratégie d'analyse proposée dans ce mémoire relève de l'induction analytique. Cette méthode est une « démarche logique qui consiste à partir du concret pour passer à l'abstrait en cernant les caractéristiques essentielles d'un phénomène » (Poupart et al. 1997, p. 295). Le point d'arrivée de cette méthode est de présenter des concepts théoriques et des hypothèses en

commençant par les faits (Poupart et al. 1997). Tel qu'expliqué en début de chapitre, il s'agit d'une mise en perspective théorique (Paillé et Mucchielli, 2016). À l'instar de la théorisation ancrée, les faits sont le point de départ. Cependant, l'objectif n'est pas d'élaborer une nouvelle théorie mais plutôt d'associer les théories pertinentes en analysant les données recueillies sur le terrain.

L'induction analytique demande d'étudier « de façon approfondie un petit nombre de cas, décrire leurs caractéristiques essentielles, retracer les causes des phénomènes et voir comment elles interagissent pour produire un certain résultat » (Poupart et al., 1997). L'objectif est d'arriver à produire des hypothèses qui s'appliquent à tous les cas rencontrés. La présentation des résultats d'analyse se fait donc de concert avec différents concepts théoriques, liant analyse et discussion du phénomène étudié.

Pour parvenir à l'induction analytique, tous les entretiens ont été retranscrits puis analysés de façon verticale puis horizontale. Cela permet d'émettre des hypothèses provisoires et de les tester à la lumière de tous les cas à l'étude, pour ensuite proposer un schéma théorique s'appliquant à l'ensemble de l'échantillon.

3.7 Les critères éthiques

Le projet a été examiné et approuvé par le CERAS de l'Université de Montréal. Avant chaque entretien, un formulaire d'information et de consentement était remis à chacun des participants. Le consentement était donné oralement et enregistré. Le choix du consentement verbal visait une participation plus volontaire des individus qui peuvent craindre des représailles, mais était également motivé par le fait que la signature de contrat est généralement refusée chez cette population.

Pour permettre de respecter l'engagement de confidentialité et de ne pas nuire aux participants, aucun des extraits de verbatim présentés dans ce mémoire ne sera identifié. L'utilisation de pseudonymes aurait pu permettre l'identification par les pairs via le recoupement des extraits. Cette stratégie ne nuit pas à la compréhension et le contenu des

extraits est plus pertinent que de savoir de qui il provient. Un tableau indiquant le nombre de contributions des participants à chacune des sections est fourni en annexe par souci de transparence.

3.8 Les forces et les limites de la démarche

L'échantillon sur lequel se basent les résultats comptait dix individus au départ. Cependant, les témoignages de deux individus sont mis à contribution seulement au début de la présentation des résultats et reviennent dans la synthèse de ceux-ci. Ils ne sont donc pas exploités tout au long des analyses. Cette décision, plutôt que d'affaiblir les résultats observés permet de les renforcer en permettant une certaine comparaison. Leur témoignage permet de constater qu'à partir d'un contexte similaire, certaines caractéristiques peuvent influencer le reste du processus. Ces individus correspondent aux critères d'échantillonnage du fait qu'ils se considèrent citoyens souverains; cependant, leur comportement ne correspond pas à ce qui est décrit dans la littérature (aucun geste illégal posé). Cela permet de confirmer le caractère d'un élément nécessaire dans le processus d'adhésion aux citoyens souverains en comparant l'expérience de ces deux individus par rapport au reste du groupe.

L'échantillon final sur lequel est basé l'ensemble des résultats compte donc uniquement huit individus. La petitesse de l'échantillon peut être perçue comme une limite. Peut-on arriver à saturation empirique avec seulement huit individus? La question peut se poser et nous y répondons par l'affirmative. Il est probable qu'une recherche avec un nombre plus important de participants permette d'énoncer d'autres hypothèses ou d'approfondir celles-ci. Cependant, cette recherche exploratoire permet de poser les bases d'un processus d'adhésion partagé de façon identique par plusieurs individus. De plus, les résultats présentés sont en adéquation avec la littérature sur les phénomènes similaires.

L'utilisation de l'entretien a également fait l'objet de critiques. L'entretien semi-directif propose une certaine standardisation qui pourrait restreindre l'apport de l'informateur (Poupart et al., 1997). Dans le cas présent, le guide d'entretien était utilisé comme un outil plutôt qu'une structure rigide à respecter. Il a permis d'orienter le sujet vers les thèmes à l'étude mais

n'a pas été appliqué de façon stricte. Le discours peut évidemment être orienté vers ce que le sujet perçoit qu'on attend de lui. Par exemple, lorsqu'il est question de l'histoire de vie, il est fort probable que le participant choisisse des événements qui peuvent expliquer son adhésion future puisqu'il est rencontré dans ce cadre. Pour éviter des réponses trop intellectualisées et rationnelles, certaines techniques de communication ont été mises en place comme l'évitement des questions de type « pourquoi » et l'adoption d'une posture générale de « nouille sympathique »¹⁸. Une attention particulière au langage verbal et non-verbal a aussi été accordée pour tenter de réduire les biais et obtenir la collaboration de l'interviewé.

¹⁸ Technique utilisée en intervention qui consiste à se dégager de toutes connaissances préalables face à l'interviewé pour qu'il se considère comme unique producteur de la connaissance.

4. Analyse et discussion

Le présent chapitre présente les différents résultats obtenus à partir des entretiens réalisés. Dans un premier temps, un portrait général de l'histoire de vie des participants sera présenté, suivi de la présentation des points tournants vécus. Le processus d'adhésion et les éléments l'expliquant seront ensuite évoqués. Finalement, la synthèse des résultats et le schéma conceptuel seront expliqués.

4.1. Le processus d'émergence ou l'histoire de vie : le premier cadre

Selon Wikström (2014), l'éducation morale et le développement d'habiletés cognitives seraient ce qui explique la propension criminogène d'un individu et sa variation d'une personne à l'autre. Il importe donc de s'attarder à l'histoire de vie des individus pour comprendre qui ils sont et d'où ils viennent. Il est impossible, dans le cadre d'une entrevue, d'évaluer comment se sont développées les habiletés cognitives ou la morale d'un individu. Cependant, en demandant aux individus de poser un regard et d'explicitier sur les événements qu'ils considèrent importants dans leur histoire de vie, il est possible de déceler des tendances pouvant nous informer sur ces sphères. En demandant aux individus de résumer leur vie selon les événements importants qui la composent, chacun choisit d'évoquer ce qui a fait de lui qui il est aujourd'hui, selon ses propres paramètres¹⁹.

Pour la plupart, les événements importants se trouvent dans l'enfance et dans la famille. Ces histoires sont souvent ponctuées de difficultés sociales ou financières. En fait, pour ces individus, les événements marquants se résument en : faillite, pauvreté, violence intrafamiliale, séparation, maladie mentale d'un parent. Dans certaines histoires, on retrouve plusieurs de ces éléments. Jamais le contexte socioéconomique ou familial n'a été évoqué en termes positifs. La religion a aussi été évoquée chez les participants âgés de plus de 60 ans, toujours de façon négative :

¹⁹ La question posée était la suivante : « Pouvez-vous me résumer votre vie en partant de votre enfance jusqu'à aujourd'hui? »

Je suis venu au monde dans une famille super religieuse, comme cette maladie mentale là existe [...] Tu baignes là-dedans jusqu'à temps que tu réalises que c'est une condition mentale qu'y t'imposent pis une obéissance extraordinaire.

Pour d'autres, les événements importants se trouvent dans la sphère politique. Certains proviennent de familles très politisées où la sensibilisation à ce domaine faisait partie de l'éducation. Un des participants raconte comment la politique était au cœur des discussions familiales et ajoute « j'ai été sensibilisé assez jeune, mon père était un travailleur pis je voyais comment il était exploité ». Pour d'autres, la politique ou l'implication sociale étaient en marge de l'éducation familiale : « j'ai été engagé au secondaire à l'école, je participais à des assemblées à l'Université ». Lorsqu'évoquée, l'éducation politique revêt une connotation négative alors que l'expérience politique extérieure à la sphère familiale est neutre ou plus nuancée. Chez certains participants, l'expérience politique ou la sensibilisation à ce sujet se produit lors du processus d'adhésion, donc ne sera pas évoquée ici.

Dans deux cas seulement, les participants ont axé leur histoire de vie sur leurs réalisations, leurs études ou leur carrière, sans évoquer leur enfance. Ce qui est particulier de ces histoires c'est que ceux qui ont évoqué leur passé en termes positifs ont mis en relation ces réalisations personnelles avec les contraintes actuelles qu'ils subissent et qui ne relèvent pas d'eux. Par exemple, un individu a axé son histoire sur ses réalisations sportives et ses excellentes évaluations scolaires et professionnelles avant de parler brièvement de son congédiement et du fait qu'il est sans emploi depuis dix ans. Cela semblait leur permettre de se détacher de la responsabilité des événements négatifs survenus dans leur parcours, en plus d'affirmer leurs attributs positifs et les attributs négatifs de l'environnement.

Ce qui ressort des histoires de vie des participants est l'expérience de l'adversité. Malgré quelques événements positifs, la majeure de toutes les histoires de vie est la présence de difficultés socioéconomiques, familiales ou d'une insatisfaction générale ou politique. Les éléments de leur histoire de vie ne permettent pas de connaître précisément leur éducation morale, mais plutôt de connaître leur bagage, de savoir d'où ils viennent. Il importe de préciser que malgré certaines situations de violence intrafamiliale, aucun participant n'a fait état d'une éducation antisociale ou d'un environnement criminel.

Au niveau cognitif, seule une participante a évoqué le fait de se sentir différente : « depuis aussi longtemps que je me souviens, je nage à contre-courant, je pense pas comme personne d'autres, je me pose des questions que personne se pose ». La majorité des individus rencontrés ont complété des études post-secondaires. On ne peut conclure que l'éducation scolaire a un impact sur le développement d'habiletés cognitives comme le contrôle de soi, mais cela nous informe sur la persévérance scolaire et la capacité intellectuelle à rencontrer des exigences extérieures.

Pour revenir aux critères de Wikström (2014), on comprend que les individus ne viennent pas d'environnements antisociaux qui auraient pu influencer directement leur éducation morale, mais qu'un contexte global d'adversité est présent dans leur histoire de vie. Le développement d'habiletés sociales n'a pas été abordé directement au cours des entrevues mais on constate que la plupart des individus ont été en mesure de se conformer à des exigences de l'environnement dans leur parcours scolaire.

4.2. Le point tournant : avant la création d'un nouveau cadre

Au cours des entrevues, il a été rapidement perceptible qu'avant de considérer l'adhésion aux citoyens souverains, les individus ont vécu un événement, ou une série d'événements qui les ont amenés à se définir un nouveau filtre moral via de nouvelles sphères d'activités. Avant d'arriver plus précisément à la création de ce nouveau filtre moral, il importe de s'attarder aux points tournants dans leur vie. La notion de point tournant est empruntée à la théorie sur les parcours de vie et s'apprécie via le récit de vie. Les points tournants sont des événements précis qui peuvent rediriger la trajectoire de vie, le parcours développemental d'un individu (Elder, 1994; Elder, 1998; Elder et Rockwell, 1979; Jacques et Wright, 2008; Laub et Sampson, 1993; Sampson et Laub, 2003). Contrairement aux transitions, les points tournants ont une connotation subjective.

Pour cinq des participants, une implication politique décevante a été le point tournant. Il est difficile de décrire leur expérience en détails sans contrevenir à l'engagement d'anonymat. Évoquons simplement le fait qu'ils ont tenté de créer ou de joindre des partis politiques mais

sans succès, par l'absence d'appui public ou à cause de restrictions de la Loi électorale. Ces partis visaient tous, d'une manière ou d'une autre, à redonner le pouvoir au peuple. Pour deux d'entre eux, cette expérience d'adversité les a menés à faire un bilan constructif de la situation : « Moi, ce que j'en ai tiré c'est que c'était vraiment prématuré de vouloir créer un parti politique [...] on a sauté des étapes ». Ces participants sont les deux seuls à se responsabiliser face à l'échec vécu. Cette dimension de responsabilisation est importante car elle influe sur la suite de leur parcours. En effet, ces deux individus se disent « citoyens souverains » mais ne partagent pas les idées ou comportements décrits dans la revue de littérature sur les citoyens souverains. Ils se définissent ainsi car ils croient qu'ils sont en mesure de retrouver un pouvoir via les canaux habituels : manifestations passives, manifestes, implication politique, etc. Le terme « souverain » peut signifier « qui refuse que son pouvoir soit limité par autrui ». Ces individus l'interprètent au sens où ils croient en leurs moyens pour changer les choses²⁰.

Quant aux autres, leur expérience politique a généré des émotions négatives dirigées vers certaines instances ou encore vers l'ensemble du système, comme l'expliquent deux participants :

T'sais le Directeur général des élections qui est un signe d'absence d'intelligence en ce qui me concerne [...] C'est un puissant écœurant, y devrait perdre sa job. [...] Y'est payé pour quoi? Pour être contre le peuple? Carrément! D'après moi, y'est payé pour être contre le peuple.

On s'est rendu compte que peu à peu, le système qui existait était pas un système de droit mais un système de loi qui impose par sa force, pas sur le droit, mais sur le de facto.

Comme Wikström (2005) l'évoque, les sphères d'activités d'un individu forment les cadres à travers lesquels une personne se développe et agit. Au travers ces cadres, elle s'expose et réagit aux personnes, aux objets et aux environnements auxquels elle est confrontée. Dans ces cas, cette exposition a généré chez les participants une perception nouvelle de l'environnement dans lequel ils évoluent et par lequel les règles sont dictées.

²⁰ Comme il a été expliqué dans la méthodologie, la contribution de ces deux individus reviendra uniquement dans la synthèse des résultats.

Dans un des cas, la maladie a forcé une personne à modifier ses sphères d'activités. Elle explique : « Moi j'l'ai découvert quand j'ai été malade en 2012, j'me suis mis à écouter beaucoup de vidéos pis j'ai fait beaucoup de lectures pis j'ai eu un peu comme un *wake up call* ». Pour une autre personne, le « Printemps érable » a eu un effet catalyseur : « Le plus gros *bad trip* que j'ai eu c'est à partir de 2012 quand qu'y a eu 'a grève étudiante [...] j'étais renseignée depuis longtemps mais là je me suis décidée à agir ».

Pour les deux autres individus, il ne semble pas avoir eu de point tournant, mais plutôt une réflexion sur quelques années qui les a amenés à s'ouvrir à de nouvelles perspectives :

Je réfléchissais quand même beaucoup et j'ai, avec ce que j'avais lu de l'histoire du Québec, du Canada et de partout dans le monde, j'ai fini par m'intéresser à des moyens de changer un peu, ce que se, comment ça se passait.

Les expériences d'adversité ont amené les individus rencontrés à chercher des réponses ou des explications aux événements dont ils sont **victimes**. Il importe de préciser que la responsabilité de ce qui arrive (ou leur arrive) est extérieure. Il s'agit d'une injustice. Ceci rejoint la notion d'exposition sélective de Festinger (1964) qui sera abordée plus loin (section 4.3.2.1). Selon cette notion, l'individu qui a fait un choix (ici : je suis victime) « s'exposerait alors volontairement aux informations allant dans le sens de l'alternative choisie mais éviterait également les informations susceptibles de remettre en cause leur choix » (Perrissol et Somat, 2009).

Wikström (2012, 2014) accorde une importance particulière au processus de sélection. Il importe de considérer les points tournants vécus par les individus comme ayant eu un impact important dans la sélection de nouvelles sphères d'activités. L'expérience subjective de victimisation est une condition nécessaire pour comprendre la suite du processus d'adhésion.

4.3 Les nouvelles sphères d'activités, les nouveaux attachements et la nouvelle vision du monde

Après avoir vécu leur expérience d'adversité ou en avoir été témoins, les individus cherchent à s'expliquer ces événements, ces injustices. Ce qu'ils cherchent est « Qui est responsable? ». Les individus rencontrés se sont tournés vers Internet pour débiter leurs recherches. Une participante explique :

S'é réseaux sociaux, à force de faire des « j'aime » sur des affaires qui m'intéressaient, je me suis mis, je me suis ramassée que y'a un boutte j'en avais pour 6 heures de lectures pis de documentaires à tous les jours pour me mettre, pour essayer de voir qu'est-ce qui se passait.

On constate aussi via cet extrait que la recherche prend une place importante dans leur vie et devient une de leurs principales activités. Les participants qui sont arrivés à quantifier leur temps passé à chercher des réponses via Internet et les médias sociaux parlent de 3 heures par jour, allant jusqu'à une quarantaine d'heures par semaine. Cet extrait renvoie aussi à la notion de biais de confirmation de Bronner (2011). La probabilité d'adhérer à une croyance dépend de la facilité à la rencontrer et de l'investissement cognitif demandé. Il est plus facile, cognitivement parlant, d'intégrer de nouvelles informations en concordance avec sa façon de penser initiale.

Il importe de préciser que si Internet leur a fourni des réponses préliminaires via des vidéos ou des documents, il leur a aussi permis d'entrer en contact avec de nouvelles personnes, virtuellement ou physiquement, ce qui a eu un impact majeur : « Ce qui m'a le plus allumé, c'est de voir X comment il en parlait ». Internet leur a permis de s'ouvrir à de nouvelles perspectives, de trouver des réponses satisfaisantes pour expliquer cette adversité, mais aussi des gens qui partagent leurs intérêts et leurs questionnements. Ces personnes se sont créé des réseaux de contacts, virtuels ou non, avec lesquels discuter et échanger leurs trouvailles. Le fait d'avoir fait partie de la liste d'envoi électronique d'un des participants a permis de constater qu'il n'est pas rare de recevoir quotidiennement 2-3 courriels sur des sujets divers. Ces individus créent un attachement fort envers ceux avec qui ils échangent. S'ils ne se voient pas souvent en personne, les contacts se font via téléphone, courriels ou médias sociaux à

raison de plusieurs fois par semaine. Ces gens se choisissent, ou se sélectionnent (pour reprendre le terme de Wikström), car ils cherchent tous à comprendre pourquoi ils vivent de l'adversité et se font confirmer par l'autre, d'abord qu'ils ne sont pas seuls, mais aussi qu'il existe des réponses.

Plusieurs individus ont aussi évoqué des relations unilatérales. Ils ont reçu de nombreux enseignements et ont fait plusieurs découvertes via des vidéos mises en ligne ou des articles, sans interaction avec leur auteur. Certains « modèles » sont présents sur le Web et n'entretiennent pas de relation directe avec les participants. Cependant, ils produisent un grand nombre de documents (vidéos ou écrits) dont se servent les individus rencontrés pour tirer des enseignements qu'ils adaptent à leur situation. Par exemple, en recherchant un de ces modèles évoqué par plusieurs participants sur YouTube, on constate qu'en 2016 seulement, 11 600 vidéos à son sujet ont été générées²¹. Cet individu ne possède pas sa propre chaîne YouTube, mais ses apparitions et discours sont repris et diffusés par un nombre important de personnes. Certaines de ces vidéos mises en ligne cette année ont été vues à plus de 100 000 reprises. On ne peut conclure que ce nombre important de visionnements signifie qu'autant d'individus les ont regardées ou encore ont adhéré à ses propos, mais il nous renseigne sur la popularité de ce personnage, qu'elle soit controversée ou non.

C'est à partir de ces découvertes que s'est tranquillement créée une nouvelle vision du monde chez les participants. Rapidement au cours des entrevues, sans être un thème prévu, on a pu voir émerger ces propos, ces réponses à « Qui est responsable? » :

Moi dans ma tête à moi, la mort de Sylvie Roy²², ça passe pas encore. C'est elle qui a fait sortir la Commission Charbonneau. Pis là dernièrement 'a brassait d'autres affaires. Est-ce qu'on y a mis un virus? On sait pas ça. T'sais y'a toutes sortes d'affaires qui peut arriver. Regarde, c'est qui l'autre, l'actrice Jane, c'est tu Jane Collin, je sais pas si c'est ça son prénom, me semble c'était Collins son nom de famille, une petite blonde, est morte 2 semaines après avoir dit que la femme d'Obama c'est une transgenre. Y'ont passé ça pour un suicide. Mickael Jackson, supposément qui était contre le Nouvel Ordre Mondial. Y'est où? Y'est mort.

²¹ Source : YouTube

²² Députée (indépendante) d'Arthabaska au moment de son décès

Les médias devraient être au service des citoyens, c'est quoi cette affaire-là, ils sont au service de, y sont les perroquets de l'Ordre établi

Participant : T'sais Lac Mégantic là, c'est comme les tours de New York en!

Chercheuse : C'est-à-dire?

Participant : Bin les tours de New York, tu crois-tu que c'est vrai les avions?

Chercheuse : J'ai pas tant d'opinion.

Participant : C'est les hologrammes. C'est des hologrammes. C'est grave. On crée la peur. Il n'y en a pas eu d'avion. Lac Mégantic, le train est parti tout seul. Eye, c'est pas un complot? Nenon, pas un complot, pantoute, pas un complot, faut pas faire peur. On veut créer des pipelines. Bin comment est-ce qu'on va faire? Bin on va dire que les trains c'est dangereux, que les camions c'est dangereux, c'est le pipeline qui faut!

T'as jamais entendu parler de ce que le fluor faisait sur le mental du monde? Alors ceux qui savent les conséquences des chemtrails²³, ceux qui connaissent le fluor, pourquoi que, pourquoi qu'y le disent pas au peuple que...

Pourquoi qu'y n'aurait encore des singes si on descend du singe? T'sais on se fait accroire ce qu'on veut bin croire. Y disent n'importe quoi pour contrôler le monde.

Ça a aucun sens les prêtres, les jésuites, les francs-maçons, la pédophilie est énorme dans le politique. T'es au courant? T'es pas au courant? Renseigne-toi. Fait que X, elle est accusée faussement parce qu'elle dénonce l'injustice à ce niveau-là, les enfants qu'on enlève, les enfants de la DPJ qu'y enlèvent pour donner aux riches, c'est incroyable!

Aussitôt qu'y en a un qui se réveille, bin on utilise, à travers le, on utilise la psychiatrie mais tout ça, ça été étudié, ça été étudié par des grands psychiatres qui ont travaillé avec Adolf Hitler pis qui ont par la suite été transférés dans les universités pis y'ont vraiment modelé l'enseignement à vraiment taper sur les, sur les gens qui essayent de se réveiller.

Donc les médias, bin encore une fois les médias on s'aperçoit durant notre enquête que les médias sont les propriétaires, sont sous le contrôle de la franc-maçonnerie donc c'est ça. Donc le directeur des médias il sait pas qu'il participe nécessairement à toute cette structure pyramidale là, de guerre dans le fond, c'est une structure de guerre, d'esclavage.

²³ « La théorie des chemtrails avance que certaines traînées blanches créées par le passage des avions en vol sont composées de produits chimiques délibérément répandus en haute altitude par diverses agences gouvernementales pour des raisons dissimulées au grand public. » (Wikipédia, Théorie de la conspiration des chemtrails, consulté le 29 septembre 2016)

T'sais, j'ai un ami qui est en train de développer à propos du 22 octobre pour le faire sortir partout dans les journaux, dans les médias sociaux plutôt, que l'histoire qui s'est passée au parlement²⁴ là, c'était arrangé ça avec. Parce que y'ont découvert des traces de balles qui avaient déjà été, qui avait déjà été faites auparavant fait qu'y'avait, y'a toute amené, y prépare toutes les preuves pour le 22 octobre. Fait qu'on se fait manipuler par-dessus manipulation.

Les policiers sans le savoir y travaillent pour les Banques Centrales, pour la corporation, pour une mafia internationale qui s'appelle la franc-maçonnerie sioniste illuminati. Parce que Londres marche avec Israël, pis la haute sphère maçonnique, ils se nomment les illuminatis.

Je me suis rendu compte qu'il y a beaucoup de choses que le public savait pas, des choses cachées, comme par exemple, peut-être que vous le savez pas, que les juges de la Cour Suprême ils sanctionnent des lois au nom du Gouverneur général. Alors on dit qu'il y a une séparation des pouvoirs mais au Canada, c'est pas vrai.

Je connais des gars qui sont partis en Syrie pour défendre les positions de la Syrie t'sais. Tu sais-tu pourquoi que la Syrie y se défendent de même? Parce qu'y'en veulent pas de Banque Mondiale en Syrie. On leur donne pas les bonnes raisons, on les donne pas au public les vraies raisons.

On est juste des numéros, on a été vendus à Washington. Ton numéro d'assurance sociale a été vendu à Washington, t'es un *piece of shit* des États.

Derrière ces attentats-là, je suis pas sûre que c'est tant ce qu'on pense. Parce que souvent c'est, derrière ça, ça peut être la CIA, ça peut être d'haïr assez ces gens-là, ces pays-là ont des grandes ressources naturelles. C'est tordu.

Ces 14 extraits proviennent de 7 entretiens distincts qui permettent d'avoir une vision globale, quoique non complète, du discours des individus rencontrés. En effet, ces différents « faits » exposés pouvaient être rapportés durant la moitié des entretiens. Étonnamment, lorsque les individus étaient questionnés à savoir s'il y avait des croyances particulières au sein de leur mouvement, la réponse était souvent négative ou se résumait par « la justice » ou « la démocratie ». Pour arriver à qualifier justement ces propos, il faut d'abord aborder quelques notions liées aux théories du complot. L'objectif n'est pas de savoir si tout cela est vrai mais plutôt de les observer d'un point de vue théorique.

²⁴ Fusillade du 22 octobre 2014 au Parlement d'Ottawa

4.3.1 Les théories du complot

Il importe d'abord de préciser qu'une théorie du complot (ou théorie conspirationniste dans la littérature) n'est pas nécessairement fallacieuse (Danblon et Nicolas, 2012). Keeley définit une théorie du complot comme étant « a proposed explanation of some historical event (or events) in terms of the significant causal agency of a relatively small group of persons – the conspirators – acting in secret » (p. 116, 1999). Il ajoute 5 caractéristiques propres aux théories du complot : (1) il s'agit d'une explication qui va à l'encontre d'une version officielle ou évidente; (2) les véritables intentions derrière un complot sont inévitablement malfaisantes; (3) les théories du complot lient des événements qui ne semblent pas liés; (4) les vérités expliquées par les théories du complot sont des secrets bien gardés, même si les acteurs impliqués sont des figures connues du public; (5) l'élément clé d'une théorie du complot se situe dans les données errantes (non comptabilisées ou contradictoires). Danblon et Nicolas (2012) proposent quant à eux 4 règles semblables aux raisonnements conspirationnistes : (1) rien n'arrive par accident; (2) tout ce qui arrive est le résultat d'intentions ou de volontés cachées; (3) rien n'est tel qu'il paraît être; (4) tout est lié ou connecté de façon occulte. On retrouve dans le discours des citoyens souverains ces caractéristiques et règles énoncées par les théoriciens des théories du complot (Bale, 2007; Delouée, 2015). Les événements sont produits par un groupe de personnes (illuminatis, francs-maçons, gouvernement, etc.) avec des intentions malveillantes. Si certains comportements ne sont pas attribués directement, il existe toujours une explication « logique » et malfaisante derrière un acte : un avion laisse une trainée blanche sur son passage? Il s'agit de chemtrails. Les théories du complot peuvent aussi découler de faits avérés. Prenons un exemple concret : Dans les années 80, la constitution canadienne a été ratifiée par toutes les provinces sauf le Québec (la nuit des longs couteaux²⁵). Cet événement qui s'est réellement produit est souvent évoqué par les participants. Ce qui importe, c'est son interprétation sous la loupe du complot :

Québec inc. en 1982, Québec, la nuit des long couteaux a été une tactique par la franc-maçonnerie bleue du Québec, ça été vraiment une tactique pour nous, nous vendre, donc y'ont vendu le Québec aux banques centrales, qui, à la corporation des Banques Centrales, des Rochtown, qui se trouvent à Londres, au Vatican et puis,

²⁵ <http://www.ledevoir.com/politique/canada/122165/il-y-a-25-ans-la-nuit-des-longs-couteaux-une-constitution-inachevee>

1982, le Québec a été enregistré dans le district de Washington, dans le district de Colombus à Washington. Donc le Québec est vraiment une corporation, une entreprise privée. La démocratie n'a jamais existé, c'est vraiment une entreprise privée pis ceux qui possèdent le Québec, bin le Québec a été volé, bin ceux qui le possèdent c'est vraiment des francs-maçons qui se trouvent dans le district de Washington, le district de Colombus à Washington, à Londres qui est vraiment une corporation de Banques Centrales et le Vatican aussi qui possède l'entité, à travers le certificat de naissance, l'être humain est enregistré comme une corporation, comme un bien meuble. Donc ça, c'est le Vatican est responsable de l'esclavage, de l'enregistrement de l'être humain comme étant un bien meuble, donc le Vatican est impliqué aussi à travers, à travers le, le, ce système d'esclavage.

Cet extrait démontre bien la réinterprétation d'un événement historique réel à travers la loupe du complot. On y retrouve exactement les 4 règles de Danblon et Nicolas (2012) : rien n'arrive par accident, tout ce qui arrive est le résultat d'intentions ou de volontés cachées, rien n'est tel qu'il paraît être et tout est lié ou connecté de façon occulte. Les faits se résument à : le Québec n'a pas ratifié la constitution canadienne. Cependant, avec cette réinterprétation, on arrive à identifier un groupe qui agit en secret, avec des intentions inévitablement malfaisantes. On lie l'événement avec d'autres qui ne semblent pas nécessairement avoir de lien à première vue : banques centrales, certificat de naissance, statut de l'être humain, esclavage, etc. Chez les individus rencontrés, les complots sont nombreux et touchent une multitude de sphères : médias, système scolaire, politique (système de vote, constitution des assemblées), système monétaire, etc.

La croyance en une théorie du complot permet de croire que les événements sont ou peuvent être contrôlés (Delouée, 2015; Keeley, 1999). Elle permet d'imputer la responsabilité d'un événement à une personne ou à une cause. Ce qui arrive ne se produit pas par hasard, mais parce que quelqu'un, ou un groupe de personnes, a fait en sorte qu'il arrive. Une participante explique :

Pis en plus y nous envoient un paquet de chemtrails, t'sais c'est prouvé. Le même gars qui veut [...], y'a toute sorti les patterns, y'a toute, toute, toute, y'a monté ça dans un Google Drive, ça s'appelle One Alert, ma fille t'as de l'info là-dedans, les patterns, qu'est-ce qu'y mettent, les produits chimiques, à quelle heure les vols y'a tout étudié le gars, toute la météo est contrôlée, c'est pour ça que quand j'avais lancé mon vidéo « Fort McMurray », pourquoi que le feu y s'éteint pas de même? Je savais qu'y'avait de quoi! Wouh, y'ont eu de l'inondation. Sais-tu pourquoi qu'y ont eu de l'inondation après? Parce que du pétrole ça se sort mieux quand c'est mouillé.

Toute action et tout événement sont rationalisés selon cette vision du monde. Bale (2007) explique que la croyance aux théories du complot aide les gens à donner un sens à une réalité désagréable, à rationaliser leurs difficultés et à apaiser leur sentiment d'impuissance. Il explique que les conspirationnistes sont un peu comme un croyant très fervent : tout s'explique selon une logique qui lui est propre (Bale, 2007). Par exemple, un individu qui croit en Dieu peut s'expliquer un tremblement de terre mortel comme étant une punition divine alors que le conspirationniste s'expliquera le même tremblement de terre comme étant le résultat d'une expérience scientifique d'un gouvernement, effectuée pour contrôler la démographie d'un territoire. C'est d'ailleurs ce que démontre l'extrait présenté précédemment : la météo est contrôlée par les chemtrails et une inondation a eu lieu pour récupérer du pétrole.

Une théorie du complot a aussi pour avantage d'être irréfutable (Keeley, 1999). En effet, comme tout est connecté et résulte d'intentions malveillantes cachées, il est impossible de « prouver » qu'un complot n'a pas eu lieu. Les individus qui adhèrent aux théories du complot semblent toutefois rester ouverts au dialogue en proposant à leur interlocuteur de leur prouver le contraire. Cependant, tout argument contradictoire est facilement réfutable, comme le démontrent ces exemples venant de deux participants:

Ga, un policier qui se sent attaqué par moi pis qui est pas capable d'écouter mes vidéos ou n'importe quoi, ce policier-là souffre de paranoïa de type persécutoire. Donc il établit son monde paranoïaque, comme un psychiatre, y'établit son monde paranoïaque pis il se sent attaqué par moi qu'est-ce que je dis.

Vous savez, les avocats, ils ont un serment d'office et puis les gens qui travaillent dans les affaires constitutionnelles, que ce soit au Canada ou dans la province de Québec, ils vont se taire. Ils ont pas le droit de divulguer des choses qui fonctionnent pas.

Bronner (2015) a réfléchi sur le raisonnement des conspirationnistes. Selon l'auteur, le raisonnement abductif ne peut pas décrire en détail la logique derrière les théories du complot. Le raisonnement abductif est une réaction à un événement énigmatique (Bronner, 2015). En trouvant la cause d'un phénomène, il perd son côté mystérieux. Cela peut ressembler à ce que les théoriciens du complot (et les individus rencontrés) proposent : « Le train a démarré tout seul et a causé un grave incendie et la mort de plusieurs personnes? Il s'agit assurément d'un

complot pour légitimer le pipeline ». Selon Bronner, de qualifier d'abductif le raisonnement derrière les théories du complot est réducteur car, en fait, il s'agit de « trouver des indices, des incohérences dans les faits et de les accumuler par un travail souvent collectif, mais non coordonné, afin d'aboutir à un appareil argumentatif d'un genre nouveau » (Bronner, 2015, p. 22). Il propose plutôt de décrire une théorie du complot comme un « produit fortéen », en hommage à Charles Fort, auteur prolifique de la fin du 19^e siècle et du début du 20^e siècle. Fort utilisait une technique qualifiée de « millefeuille argumentatif », soit une série d'arguments très fragiles qui, lorsque regroupés, laissent une impression de vérité (Bronner, 2015). En utilisant des arguments qu'il puise dans de nombreux domaines, le conspirationniste élabore

un argumentaire qui paraît vraisemblable au profane, impressionné par une telle culture universelle et pas plus compétent que motivé pour aller chercher, point par point, les informations techniques qui lui permettraient de révoquer l'attraction que ces croyances vont exercer sur lui. (Bronner, 2015, p. 24)

Il importe peu que certains arguments soient ou non réfutables ou qu'ils soient cohérents entre eux, ce qui importe c'est que l'ensemble laisse une impression de vérité. C'est d'ailleurs un des éléments qui constitue ce que Bronner appelle le produit fortéen. Une accumulation d'arguments incohérents entre eux n'affecte en rien la croyance au complot. La théorie du complot n'a pas besoin d'être clairement expliquée via son argumentaire, elle doit simplement démontrer que la version officielle est floue ou fausse. L'exemple le plus concret, et repris le plus souvent par les citoyens souverains, est celui de la constitution canadienne. Si certains justifient l'invalidité de celle-ci via un discours lié aux francs-maçons, d'autres utilisent des arguments concernant sa traduction ou encore la constitution irrégulière de l'Assemblée nationale. Ces arguments n'ont pas nécessairement de liens entre eux et sont parfois contradictoires. Cependant, la conclusion unanime à laquelle arrivent les citoyens souverains est que la constitution canadienne est invalide, ainsi que tout ce qui en découle, depuis plus de 30 ans.

Les extraits cités dans cette section et la section précédente démontrent la croyance envers les théories du complot. Il est possible de constater que la croyance aux théories du complot permet aux individus rencontrés de donner un sens à leur expérience d'adversité. Tout

événement peut être expliqué et un responsable plus ou moins flou peut être identifié. Cela permet alors d'identifier un « ennemi » contre lequel lutter pour reprendre le contrôle. Si ces événements étaient le fruit du hasard ou le résultat de circonstances proximales hors de tout contrôle, il ne serait pas possible pour les individus de quitter ou de lutter contre cette adversité, cette injustice. En identifiant un responsable, ils ne sont plus impuissants, ou du moins ils savent « pourquoi » les choses arrivent. Paradoxalement, cela leur permet de croire en leur pouvoir pour changer les choses (Bale, 2007).

4.3.2 L'adhésion aux croyances extrêmes

On comprend que la croyance aux théories du complot peut être « utile » pour ces individus via les propriétés des théories du complot. Elle remplit une fonction sociale qui leur permet d'expliquer leur situation. Il faut maintenant s'attarder à savoir comment un individu adhère à ces croyances, comment il intègre ce schème de pensée considéré comme « extrême » pour l'individu qui ne le partage pas.

Borum (2003, p. 9; 2011c, p. 39) propose un processus de développement idéologique qui s'applique à ce que vivent les participants rencontrés :

Contexte ———> Comparaison ———> Attribution ———> Réaction
 « C'est pas bien » —> « C'est pas juste » —> « C'est ta faute » —> « Tu es diabolique »

Un des participants explique bien le contexte et la comparaison qui l'ont amené à développer son idéologie actuelle :

Un peu comme moi en (année), on m'amène au criminel. J'ai fait strictement comme le parti Québécois, comme le parti Libéral faisaient mais moi on me traîne au criminel. En plus de me traîner au criminel, t'amène ma mère, t'amène mon père là-dedans, bin là écoute moi bin là, y'a quelque chose qui marche pas. C'est de là que j'ai commencé à connaître X, c'est de là que j'ai tout appris.

On constate que les individus développent, à partir de leur contexte d'adversité et via les théories du complot, un argumentaire qui leur permet d'attribuer la faute de ce qui (leur) arrive à une entité malfaisante. Ce modèle est très intéressant mais ne traduit qu'en surface ce qui se produit chez les individus qui développent une idéologie extrême.

Sauvayre (2011) a étudié le changement de croyances extrêmes au sein d'un mouvement. Comme plusieurs auteurs, il considère que l'adepte doit changer son cadre cognitif, c'est-à-dire l'ensemble des croyances, représentations et connaissances qui sont mobilisées pour chaque prise de décision ou action, en y intégrant de nouvelles croyances. Son analyse repose sur un processus par lequel l'individu passe d'une non-adhésion à l'adhésion inconditionnelle. Au départ, l'individu entre en contact avec une croyance en conservant son scepticisme. Après plusieurs étapes, dont la dernière est l'expérimentation individuelle ou l'expérience subjective d'une proposition, l'individu devient un adepte inconditionnel et indéfectible. Cette théorisation est intéressante. Elle s'applique cependant plus ou moins à l'expérience des individus rencontrés car les autres étapes du processus impliquent un mouvement, une structure. Les citoyens souverains adoptent plutôt une démarche individuelle qui les amène à rencontrer d'autres individus qui ne font pas partie d'un groupe structuré. Le mouvement des citoyens souverains est composé de plusieurs individus avec des croyances partagées (théories du complot), mais ce n'est pas ce qui est directement proposé par le mouvement en soi. Le mouvement propose, par exemple, des stratégies judiciaires pour éviter de payer de l'impôt ou des techniques pour revendiquer une identité souveraine. Les individus ayant expérimenté subjectivement ces propositions ont tous vécu une expérience négative (peine de prison, faillite, etc.) qui n'a pas nécessairement renforcé leur croyance en ces propositions ou techniques, mais plutôt leur croyance envers les théories du complot. Les individus qui adhèrent aux théories du complot ne font pas partie d'un mouvement particulier. Ils partagent cette croyance avec d'autres, mais pas au sein d'un groupe défini, du moins chez les participants à l'étude. Il importe cependant de spécifier que les première et dernière étapes décrites par Sauvayre (2011) se retrouvent chez les individus rencontrés :

La première fois qu'il m'a dit ça là, que l'Assemblée nationale c'est illégal, bin là, « voyons donc le malade, non non, ça se peut pas ». Il me défendait dans le procès criminel pis toute ça, pis tu peux pas comprendre ça comme ça (claque des doigts). Faut tu l'assimiles, y'a un temps d'assimilation. Mais lorsque tu l'as assimilé pis que c'est rentré dans toi pis que ça peut pu sortir, c'est comme pogné. Pis là tu te dis « bon, okay ben attends un peu, ça veut dire qu'il y a pu de justice, y'a plus de droit, ils font ce qu'ils veulent pis tabarouette, on peut faire quoi? ».

Chez cet individu, son premier contact avec une théorie du complot l'a amené à faire preuve de scepticisme mais au fil du temps, après une période d'assimilation, cette croyance est

devenue inconditionnelle. L'hypothèse devient un fait. Son « expérience personnelle » de la justice, avec son avocat qui lui a proposé des techniques prisées par les citoyens souverains, a été négative (condamnation). Cependant elle a renforcé sa croyance que la justice est inexistante dans la société et que le gouvernement est constitué illégalement.

Sauvayre (2010, 2011) évoque aussi la notion de **coaptation** qui se résume par l'adaptation à autrui, où des coapteurs convainquent des adeptes potentiels via des techniques émotionnelles et cognitives adaptées à chacun. Cette notion est intéressante car certains évoquent (Meads v. Meads, 2012 ABQB 571; Federal Bureau of Investigation, 2010, 2011) que des citoyens souverains peuvent jouer ce rôle en offrant des conférences et en vendant leurs techniques ou en agissant comme « gourou ». Le seul cas qui peut sembler concordant avec cette théorie est celui de l'individu dont on vient de citer un extrait de témoignage. En effet, cet individu a été en contact avec quelqu'un qui lui a proposé des « solutions à ses problèmes » et lui a vendu ses services comme avocat. Ce qui est cependant différent de la notion de Sauvayre (2010, 2011) c'est que cela ne s'est pas fait au sein d'un mouvement défini, mais plutôt dans un contact de personne à personne. Selon certaines vidéos disponibles sur Internet, il semble effectivement avoir des coapteurs au sein des citoyens souverains québécois qui vivent de la vente de leurs services, mais comme aucun d'entre eux n'a été rencontré, nous ne traiterons pas de la question.

La littérature sur la radicalisation foisonne et plusieurs auteurs proposent leur propre explication du phénomène. Certains proposent d'utiliser la théorie de l'apprentissage social pour expliquer la violence politique via l'exposition à des contenus extrémistes (Pauwels et Schils, 2016) ou encore la *Reactive Approach Motivation* (RAM) pour expliquer l'adoption d'un style de vie et d'une idéologie extrême (McGregor, Prentice et Nash, 2013). Borum (2011b, 2011c) effectue un important travail de synthèse en rassemblant les différents modèles conceptuels et les différentes théories des sciences sociales sur l'extrémisme violent. Cependant, chacune des théories présente des lacunes par rapport au sujet présenté dans le cadre de ce mémoire. Pour arriver à une description du phénomène observé la plus juste, il importe de revenir brièvement sur les théories du complot.

Des auteurs se sont intéressés de façon quantitative à l'adhésion aux théories du complot (Goertzel, 1994; Wagner-Egger et Bangerter, 2007). Il ressort de leurs études que l'anomie est liée à la croyance aux théories du complot. La mesure d'anomie utilisée dans ces études est caractérisée par : l'impression que la situation personnelle se détériore, la méfiance envers les institutions, le sentiment de ne pas pouvoir contrôler le monde environnant et l'insatisfaction dans la vie (Wagner-Egger et Bangerter, 2007). Dans l'étude de Wagner-Egger et Bangerter (2007), on constate que les prédicteurs significatifs à l'adhésion d'une théorie du complot se regroupent sous le facteur *Peur et méfiance*. Il s'agit des prédicteurs du manque de confiance, de l'anomie, de la croyance en un monde dangereux et de l'anxiété personnelle (Wagner-Egger et Bangerter, 2007, p. 47). Tous ces éléments semblent correspondre à des éléments stressants. Le stress est caractérisé par la présence d'un de ces quatre éléments : perte du sens de contrôle, imprévisibilité, nouveauté et menace à l'égo (Centre d'études sur le stress humain, s.d.). On constate que les études quantitatives sur les théories du complot ont identifié plus précisément le sentiment de perte de contrôle comme facteur pouvant expliquer l'adhésion.

Les recherches sur le stress démontrent que celui-ci n'est pas nécessairement un « stimulus objectivement menaçant » et qu'il ne génère pas « une réponse émotionnelle linéairement dépendant de la gravité de celui-ci » (Paulhan, 1992, p. 555). Devant un événement stressant, les gens ne restent pas passifs, ils tentent de faire face. Cette réaction est considérée comme du *coping*, défini comme étant « l'ensemble des efforts cognitifs et comportementaux destinés à maîtriser, réduire ou tolérer les exigences internes ou externes qui menacent ou dépassent les ressources d'un individu » (Lazarus et Folkman 1984 dans Paulhan, 1992) ou encore « l'ensemble des processus qu'un individu interpose entre lui et l'événement menaçant pour maîtriser, tolérer ou diminuer l'impact de celui-ci sur son bien-être physique ou psychologique » (Paulhan et Bourgeois, 1995 dans Perrissol et Somat, 2009). Le *coping* a été traduit en français par « stratégie d'ajustement » (Paulhan, 1992). Le témoignage d'un individu nous informe à ce sujet :

Mais qu'est-ce qu'y m'ont fait subir au niveau des attaques physiques, psychologiques, tout le stress, parce que moi je dois faire mon travail, je dois continuer à faire mon travail. [...] Fallait que j'évolue très rapidement pour pouvoir comprendre toutes les failles. Fallait que j'étudie mon ennemi, pis c'est ça

que dans les groupes, je trouve que les groupes de résistance, les gens ne prennent pas le temps d'étudier la criminologie internationale, les gens ne veulent même pas entendre parler de la franc-maçonnerie. Donc on se questionne. Est-ce que les groupes de résistance sont infiltrés par la franc-maçonnerie? Y'a des francs-maçons qui influencent les autres membres à dire « ne prends pas en considération la franc-maçonnerie, c'est pas vrai, ça existe pas » ou que c'est vraiment les groupes de résistance sont dirigés par, sont dirigés par des mauvais leaders, des gens trop égocentriques qui défendent leur corps mental, qui sont incapables d'ouvrir leur cœur, d'ouvrir leur conscience à l'inconnu pour vraiment assimiler toutes les théories ou les expertises dans chaque domaine pour vraiment bien, bien étudier son ennemi, bien le comprendre.

Pour cette personne, les événements négatifs qui se produisent sont attribuables aux francs-maçons. Cette connaissance lui provient de ses recherches effectuées depuis plusieurs années sur le sujet. Face au stress vécu (perte d'emploi), il a cherché à faire face en « étudiant son ennemi ».

Plusieurs stratégies d'ajustement peuvent être mobilisées face à une situation, mais il semble qu'une d'entre elles ait particulièrement contribué à l'adhésion aux théories du complot chez les individus rencontrés : l'exposition sélective.

4.3.2.1 L'exposition sélective

L'exposition sélective permet à l'individu de défendre ses attitudes, ses croyances et ses comportements en évitant les informations qui peuvent les contredire et en cherchant des informations qui peuvent les appuyer (Hart et al., 2009). Cette sélection est appelée *congeniality biais* en anglais mais on préférera ici la notion de biais de confirmation, plus évocatrice en français. Dans leur méta-analyse, Hart et al. (2009) définissent deux motivations face à la sélection de l'information : motivation défensive (*defense motivation*) et motivation d'exactitude (*accuracy motivation*). La première réfère au désir de défendre des attitudes, croyances et comportements existants alors que la seconde vise à obtenir de l'information pour être en mesure de faire une évaluation exacte de la situation. L'exposition sélective amène l'individu à rechercher de l'information qui confirme ou qui contredit sa vision des choses selon son type de motivation. Ce n'est pas quelque chose de rare ou d'exceptionnel; il suffit de

penser à un enfant qui croit au Père Noël (motivation défensive) ou à un étudiant qui rédige un mémoire (motivation d'exactitude).

Lorsqu'un individu s'engage personnellement par ses attitudes, ses croyances et son comportement, la motivation défensive est plus probable (Hart et al., 2009). Il recherche des informations pour confirmer ses choix. Il veut être approuvé plutôt qu'exact. Ce processus lui permet d'être rationnel et de construire un argumentaire qui permettrait à autrui d'aboutir à la même conclusion que lui (Perrissol et Somat, 2009). Les théories basées sur la motivation permettent de mieux comprendre l'origine des dissonances cognitives, elles-mêmes à la base de l'exposition sélective (Harmon-Jones, Harmon-Jones et Levy, 2015).

La dissonance cognitive est créée par une incompatibilité entre différentes cognitions. Lorsque des informations inconsistantes sont présentes, un inconfort psychologique s'installe (Perrissol et Somat, 2009). Tout choix peut impliquer une dissonance plus ou moins grande si des informations contradictoires (les pour et les contre) sont disponibles, mais la notion de choix n'est pas nécessaire. Vaidis et Gosling (2011) en sont arrivés à la conclusion que la dissonance peut se produire même si elle n'implique pas d'engagement concret. C'est donc dire qu'il peut avoir un inconfort si une croyance est mise à l'épreuve, même si elle n'implique pas de prise de décision chez l'individu. Cet inconfort est à la base de la stratégie d'ajustement qu'est l'exposition sélective. En effet, on se rappelle que face à quelque chose de stressant, l'individu tente de s'ajuster via certains mécanismes.

On a pu constater au fil des entrevues que le contexte d'adversité a amené les individus à attribuer la faute de ce qui (leur) arrive à une entité malfaisante : il y a de l'injustice. Ce choix semble plus ou moins conscient et son origine est nébuleuse mais semble découler des points tournants qu'ils ont vécus comme une perte de contrôle. Ce qui nous intéresse est ce qui arrive ensuite. Une théorie du complot est, par définition, contraire à la version officielle. Cela implique donc un nombre important de dissonances cognitives. Face à ces informations contradictoires, les individus se sont tournés vers l'exposition sélective pour réduire leurs dissonances. Changer de comportement, d'attitude ou d'environnement est beaucoup plus

coûteux que de chercher des informations confirmant notre façon de penser (Perrissol et Somat, 2009). Perrissol et Somat (2009, p. 554) expliquent : « une fois la décision prise, l'individu engagerait alors une série de processus de réduction de la dissonance pour ne pas regretter le choix effectué ». Il s'agit d'une roue qui tourne. Plus on croit à quelque chose, plus on tente de s'en convaincre et plus on s'en convainc, plus on refuse ce qui pourrait le contredire.

Un des participants ayant longuement abordé son mode de vie modeste a également rapidement mentionné le sujet d'une faillite familiale et adopte maintenant un discours arguant que « les trois maladies mentales cancéreuses, contagieuses, les plus grandes maladies [sont] : argent, religion et politique ». Cet individu a longuement abordé ses connaissances acquises sur les complots entourant ces trois sujets. Il consacre d'ailleurs ses journées à parfaire ses connaissances sur ces thèmes. En fin d'entrevue, sa femme, qui n'est pas d'accord avec ses positions, décide de se joindre à la conversation :

Maintenant on a des idées complètement opposées. Parce que quand on écoute (son mari), oublie jamais une chose : c'est un gars qui a eu beaucoup de sous, qui a roulé en Porsche des années de temps, qui était dans un commerce et qui était très heureux de rencontrer des présidents de compagnie qui faisaient vivre le commerce.

Cet individu avait pourtant un discours très négatif envers les gens qui n'adoptent pas un mode de vie modeste. On peut penser que depuis cette faillite (événement stressant), l'individu a cherché à « faire face » en trouvant des explications à sa situation via les théories du complot. Sa motivation est défensive. Ces différentes théories lui ont permis d'attribuer la responsabilité de la faillite à autrui. Une fois cette position adoptée, il est impossible pour lui de poser un regard critique sur son passé; il devient préférable de faire comme s'il n'avait jamais existé et d'accumuler des « preuves » qui le confortent dans sa position de « victime ». Les théories du complot lui ont permis de réinterpréter son histoire et depuis il évite tout ce qui pourrait contredire cette réinterprétation.

Hart et son équipe (2009), dans leur évaluation de 91 études sur l'exposition sélective, en sont venus à la conclusion que si une valeur, une croyance ou une attitude est réversible, la

motivation défensive est plus probable que la motivation d'exactitude. Cela signifie qu'une fois qu'un choix est fait, ou qu'une cognition a été modifiée, les recherches d'informations congruentes seront plus utilisées que les recherches d'informations contradictoires. L'individu a développé ces cognitions pour s'ajuster au stress vécu. Il ne se mettra donc pas en position où le stress sera de nouveau exacerbé.

À la lumière de ces informations et des entrevues réalisées, il apparaît que ce qui a contribué à l'adhésion aux théories du complot chez les participants rencontrés relève de l'exposition sélective. Si cette position est réversible au départ, l'exposition sélective mène à une polarisation qui rend la croyance inconditionnelle. Les cognitions de l'individu sont maintenant protégées par une foule d'informations assimilées qui lui confirment sa vision du monde, repoussant les menaces cognitives possibles. Le témoignage d'une participante décrit bien le début de son exposition sélective, ce qui l'a amené à se tourner vers des sources d'information alternatives, entre autres via le Web :

Je pense que ce qui pousse quelqu'un à devenir citoyen souverain, c'est le sens, le grand sens de justice. Et moi je considère que le système judiciaire ou de santé n'est pas fait pour les gens qui sont justes. Il est fait pour protéger les gens qui sont injustes ou qui sont malfaisants ou tout ça. Donc et puis, c'est sûr que moi, j'ai arrêté d'écouter la télévision, la radio. Ça s'est passé quand il y a eu la guerre d'Iran et là j'ai vu qu'on passait toujours les mêmes images, qu'on disait pas grand chose, j'ai fait « okay, je suis mal informée ». Comme je suis méinformée, j'ai fermé ça. Mais j'ai toujours eu l'information dont j'avais besoin, je reçois l'information dont j'ai vraiment besoin. Et j'ai développé une grande intuition aussi, comme je médite à tous les jours, je développe aussi une façon d'avoir accès à la connaissance.

La théorie de l'exposition sélective est en concordance avec les propos de Sauvayre (2011). Son avantage est qu'elle explique le processus de changement cognitif individuel constaté chez les participants. Un nombre important de documents identifiés par les participants au fil des entrevues comme ayant contribué à leur connaissance sur le monde tel qu'il est (selon eux) a aussi permis de constater l'exposition sélective : aucune des informations recherchées (ou trouvées) pouvait remettre en question leurs cognitions. Comme abordé plus tôt, les participants rencontrés en sont venus à consacrer la majeure partie de leur temps (minimalement 3 heures par jour) à chercher des explications au contexte d'adversité vécu ou perçu. Lorsqu'on observe les réseaux des participants (Facebook, page Web ou blogue), on

découvre que tous les liens partagés ont trait aux différents complots. Il n'est pas difficile d'avoir accès à ces documents; une foule de vidéos et de pages Web sont consacrées à ces différents « faits alternatifs ». Il suffit d'inscrire « chemtrails » sur le moteur de recherche Google pour obtenir plus de cinq millions de liens sur le sujet. Les participants rencontrés en sont tous venus à sélectionner les informations, les lieux d'échange et les individus qui leur permettent de renforcer leurs croyances.

L'exposition sélective leur a permis de développer des cognitions et un argumentaire mais, plus profondément, cette vision du monde a aussi influencé leurs valeurs. C'est à cela que s'attardera la prochaine section.

4.4 L'émergence d'un nouveau filtre moral

Les sections précédentes ont présenté sur l'histoire de vie des participants rencontrés, les points tournants qui ont amené des changements dans leurs sphères d'activités et leur processus de développement idéologique influencé par l'exposition sélective. On comprend pourquoi et comment l'individu vient à intégrer les théories du complot dans son système de croyances. Il importe de préciser que les théories du complot deviennent la base du système cognitif. Ces croyances agissent comme un filtre à travers lequel le monde est maintenant perçu. Tout est réinterprété à la lumière de ces nouvelles connaissances.

Wikström 2010, 2012, 2014) définit la morale individuelle comme les valeurs morales et les émotions d'une personne. La définition du mot « morale » du Larousse (en ligne) est plus informative : « ensemble de règles de conduite, considérées comme bonnes de façon absolue ou découlant d'une certaine conception de la vie ». Cette définition traduit bien ce qui se produit chez les individus rencontrés. Les théories du complot forment cette « conception de la vie » de laquelle découle la morale.

La notion de filtre moral de Wikström est tributaire de chaque situation car elle est non seulement composée de la morale individuelle, mais aussi de la perception de règles morales d'un cadre particulier (Wikström 2010, 2012, 2014). Cependant, en comprenant la morale

individuelle, on comprend mieux les choix des individus rencontrés. Le cadre moral est basé sur les théories du complot, mais l'objet d'étude se concentre sur les citoyens souverains et les comportements qu'ils adoptent. Cet extrait présente l'adéquation entre la morale individuelle et les alternatives comportementales :

Mettons que j'travailerais pis que je devrais payer de l'impôt, au point où s'que j'en suis rendue là, je pense que j'irais jusqu'à pas le payer pour me ramasser en Cour, pour pouvoir aller dire au juge : « je ne me mettrai pas complice, je ne veux pas être un complice des actes criminels qui se passent présentement avec les sous que je donne. ».

La participante fait état d'une situation hypothétique mais qui démontre bien que ses croyances (complot) l'amènent à considérer que les normes établies dans la société (payer ses impôts) n'ont pas à être respectées car elles entrent en conflit avec ses valeurs personnelles. Sa morale découle directement de sa croyance : le gouvernement utilise les impôts pour financer des campagnes d'empoisonnement (chemtrails, fluor) et cela est mal.

Il est possible d'analyser cet extrait au regard de la figure 1, à la page 19, qui résume les facteurs situationnels clés de la TAS. La motivation dans cette situation peut être traduite comme une provocation, une interférence externe qui provoque de la colère : les gouvernements font payer des impôts aux citoyens, les rendant complices de ce qu'ils font avec cet argent. Le principe de correspondance morale n'est pas rencontré ici. Les normes du cadre (payer ses impôts) sont en contradiction avec les valeurs de l'individu. On constate que cet individu considère la possibilité de commettre un acte contraire à une règle de conduite définie par la loi. La perception de cette alternative est fortement influencée par sa morale : je fais quelque chose de bien en refusant de me rendre complice de quelque chose de mal. Même si cette situation est hypothétique, on peut considérer que le processus de choix est fait de façon rationnelle, qu'il ne s'agit pas d'un choix automatique ou d'une habitude. On peut aussi penser que la dissuasion (Loi sur l'impôt, etc.) est moins forte que son contrôle de soi (respect de ses propres valeurs).

Cette situation illustre bien comment un individu se disant citoyen souverain en vient à briser les normes morales de la société. D'ailleurs, d'autres individus rencontrés ont affirmé ne plus

remplir leur déclaration de revenus depuis plusieurs années. Ce comportement est concret et constitue un crime au sens de la loi. On peut cependant considérer que l'utilisation de la violence est un bris d'une norme morale plus grave que le fait de ne pas payer d'impôt. Tel que rapporté plus avant, il ne semble pas avoir eu de jugement pour des crimes contre la personne impliquant les citoyens souverains au Québec. On retrouve cependant des propos violents dans le discours des personnes rencontrées. La prochaine section fera état de la perception de l'utilisation de la violence chez les participants.

4.5 La violence comme moyen d'arriver à ses fins

Précisons qu'aucun des individus rencontrés a affirmé avoir commis de geste violent. On peut cependant penser qu'au fil du temps, à force d'exposition sélective et de déceptions, leurs croyances deviendront de plus en plus inconditionnelles. Cette hypothèse peut être illustrée par les extraits suivants provenant de 6 entretiens distincts :

Ça se règle par des guerres civiles. Regarde l'évolution des gens, c'est des guerres civiles, c'est des révolutions sanglantes, c'est de même que ça se règle.

Chercheuse : C'est quoi la solution?

Participant : Y'en a une assez extrémiste. Je dis ça comme ça, le peuple prend les armes et finit par faire un peu comme dans la Révolution française.

Tant qu'il y a de l'injustice, y'aura du terrorisme pis il y a des gens qui vont réagir.

Participant 1 : Moi ce que je vous dis c'est qu'on a été avec notre crayon durant beaucoup d'années...

Participant 2 : Durant 25 ans...

Participant 1 : Durant beaucoup d'années et puis le résultat est nul. Puis les gens qui prennent les mitraillettes à Paris pis qui descendent dans un café sans formation pis en l'espace de quelques semaines toute la planète le sait.

Moi-même là, un men'd'né, on l'a fait notre travail tabarnak là t'sais. Ouais, ça pourrait devenir violent!

Pis si ça fonctionne pas rendu là, oui, on prendra les armes et on ira faire le ménage.

Bronner (2001, 2010, 2011) propose une lecture intéressante de l'univers des croyances axiologiques. Pour cet auteur, les croyances sont rationnelles et ce qui distingue une croyance axiologique extrême est le fait qu'elle soit inconditionnelle (Bronner, 2001). Il donne l'exemple du terroriste qui tue pour attirer l'attention sur l'injustice sociale. La valeur peut être considérée comme « noble » par l'ensemble de la population mais l'action est dénoncée par ces même gens. Cela s'explique par la « fermeté axiologique du fanatique » (Bronner, 2001, p. 150). En effet, un individu qui lutte pour ses valeurs, pour un idéal, de façon inconditionnelle n'opposera pas d'autres idéaux pour « nuancer ». Dans l'exemple de Bronner, un individu qui a des croyances conditionnelles nuancera son idéal de justice sociale avec son idéal du respect de la vie. Bronner (2001, pp. 151-152) cite un texte d'un auteur anarchiste qui met son combat au devant de tout puis analyse ainsi :

On peut dire de ce discours qu'il est sociopathique, mais on ne peut pas dire qu'il est irrationnel. Son auteur adhère à une valeur à un point tel qu'il lui indexe tout son système de représentation [...] À ses yeux, on ne peut être réellement partisan d'une société plus juste, si l'on n'accepte pas toutes les conséquences de cette croyance axiologique. Le terrorisme fait partie de ces conséquences, car la fin justifie les moyens pour celui qui est *convaincu* qu'il n'y a pas d'autre méthode que la destruction révolutionnaire pour parvenir à la justice sociale.

Il est intéressant d'intégrer cette notion au travers de la TAS. Elle représente l'impact du filtre moral à son extrême. Les valeurs de l'individu sont tellement importantes qu'elles deviennent inconditionnelles, rien n'y est opposé.

On retrouve dans les extraits présentés plus avant les notions évoquées par Bronner (2001), mais aussi la notion de temps et d'insatisfaction qui grandit. C'est comme si au fil du temps, après avoir utilisé des comportements illégaux mais peu dérangeants pour l'ensemble de la population, l'idée de commettre un acte violent devient de plus présente chez ces gens. La plupart des individus se considèrent comme étant « réveillés » ou « conscients » par opposition à l'ensemble de la population. Ils veulent que le mouvement des citoyens souverains se propage pour que le « peuple » prenne conscience des différents complots dont il est victime. La notion d'injustice est très présente dans leur discours et il est primordial selon eux que les informations dont ils disposent soient partagées et connues de tous. La violence leur permettrait cela et ils sont aussi d'avis que, comme tout est corrompu, seule la

violence peut régler les choses. Dans leur conception du monde, des gens agissent en secret pour nuire; il faut les éliminer pour changer les choses.

Face aux injustices constatées, les individus rencontrés réagissent en envoyant des documents aux différentes instances gouvernementales (CNESST [anciennement CSST], tribunaux, ministères, Commission Charbonneau, etc.) pour exprimer leurs insatisfactions, demander des réponses ou que des gestes soient posés. Lorsque leurs demandes ne sont pas satisfaites, la colère augmente et la croyance au complot est renforcée, ce qui les amène à considérer de nouvelles alternatives. Un participant explique :

Et puis on leur envoie des textes puis ils répondent pas, parce que la meilleure stratégie pour eux c'est le silence. Alors évidemment, quand il n'y a pas de justice et quand les règles sur lesquelles on s'appuie sont pas respectées, bin c'est certain qu'il y a des individus qui peuvent prendre le mors aux dents et qui peuvent faire des actes et puis éventuellement des actes terroristes. Parce que le fondement du terrorisme là, c'est l'injustice et puis quand il n'y a pas de possibilité d'exprimer ce qu'on ressent et puis de faire en sorte que les choses qui sont croches puissent être droites, bin à partir de ce moment-là, y'a des gens qui deviennent plus extrémistes.

Plus loin dans l'entrevue, on constate que, chez ce participant, l'absence de réponse constitue un aveu de culpabilité de la part des instances gouvernementales : ils ne répondent pas parce qu'ils savent que ce qu'ils font est mal.

On se rappelle que les sphères d'activités dans lesquelles évolue un individu configurent la façon dont il se développe et agit (Wikström, 2005). Les alternatives perçues et les choix faits sont le résultat de l'interaction entre l'individu et le cadre dans lequel il prend place. Les individus rencontrés en sont venus, par l'exposition sélective, à développer une vision particulière de leur environnement, ce qui a grandement influencé leur filtre moral. Tant leurs valeurs personnelles que la perception de l'environnement ont été modelées par l'adhésion aux théories du complot. Chacune des interactions avec leur environnement les amène à considérer des alternatives, des choix. Wikström (2004, 2014) affirme que l'action humaine est toujours situationnelle et que les perceptions dépendent des expériences des individus, mais aussi des particularités objectives de l'environnement. On connaît le contexte d'adversité dans lequel les individus rencontrés ont démarré leur vie et leurs différentes expériences d'injustice perçues ou vécues depuis qu'ils ont découvert les complots. Il faut lier à cela le rôle objectif de

l'environnement : les instances leur confirment les injustices en refusant de répondre et le mouvement est peu appuyé par la population « endormie ». Cette interaction entre eux et l'environnement dans lequel ils évoluent les amène à percevoir une injustice encore plus grande, face à laquelle il faut agir. Dans ce contexte particulier, le choix de commettre un crime, décrit par Wikström (2004, 2005, 2010, 2014) comme une action qui brise les règles de conduite définies par la loi, devient une alternative acceptable et même souhaitable.

4.6. Synthèse des résultats

L'induction analytique a permis d'identifier le plus grand dénominateur commun. En effet, tous les résultats obtenus réfèrent aux caractéristiques présentes chez tous les participants. Certaines caractéristiques plus personnelles ont pu être identifiées durant les entrevues : croyance aux extraterrestres, inadéquation entre la parole et les actes (dénonce l'utilisation du pétrole, mais conduit un véhicule utilitaire; prône l'achat local mais fait ses achats dans les magasins à grande surface appartenant à des multinationales, etc.), intérêt pour la médecine alternative, revendications écologiques, etc. Ces caractéristiques ne feront pas l'objet d'une analyse particulière. Au sens de la stratégie analytique, il ne s'agit pas de cas négatifs auxquels adapter la théorie. Ces caractéristiques sont plutôt identifiées comme personnelles plutôt que communes. On ne peut nier formellement qu'elles ont un impact sur le processus d'adhésion. Cependant, elles ne sont pas vues comme ayant un impact direct ou causal sur celui-ci. Prenons l'exemple d'un club de lecture : les individus se regroupent pour partager leur intérêt pour la littérature, pour échanger sur leurs découvertes, se créer un réseau social, etc. Parmi ces individus, il peut y avoir des passionnés de tricot et des collectionneurs d'armes. Ces caractéristiques sont personnelles et n'ont pas d'impact direct sur l'adhésion au club de lecture. Il se peut que la passion d'un individu pour les armes ait eu une influence sur le type de littérature choisie mais pas nécessairement sur l'adhésion au groupe de lecture précisément.

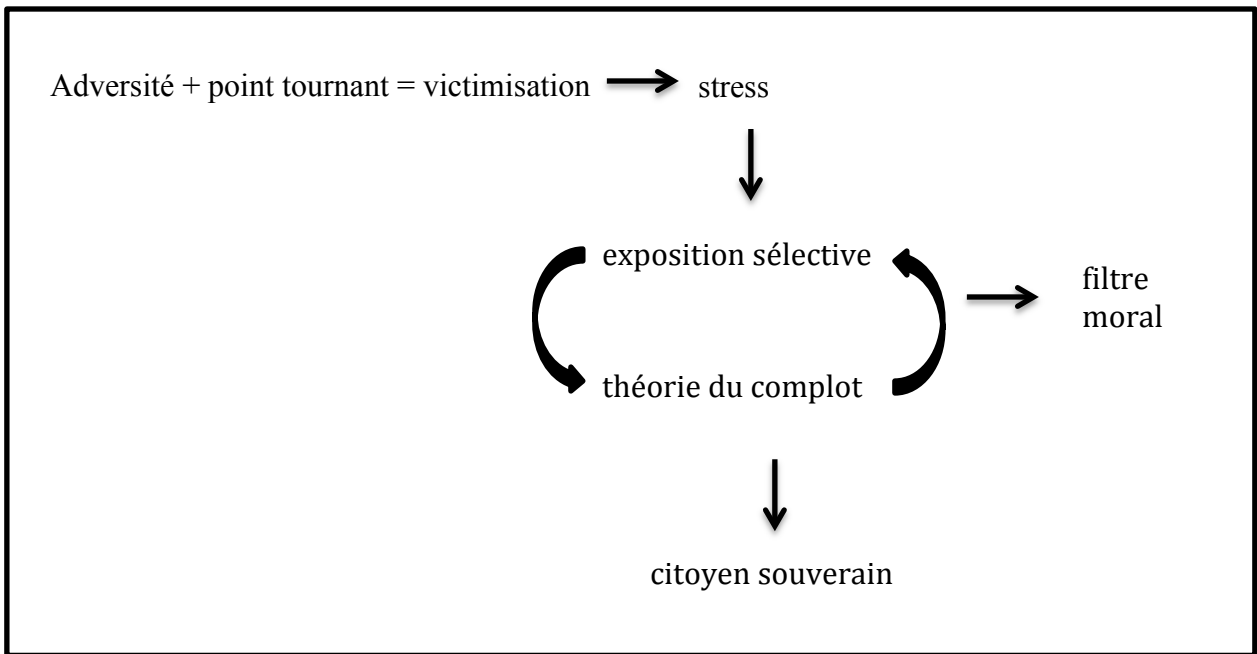
Il semble cependant exister une exception quant au rôle des caractéristiques personnelles. La section sur les points tournants a amené à percevoir une différence chez deux des individus rencontrés (retirés de l'échantillon à ce moment précis de l'analyse). En effet, ces deux personnes avaient fait une introspection de leur expérience et se considéraient comme responsables de ce qui était arrivé, contrairement aux autres qui adoptaient plutôt une position de victime face à l'adversité vécue. Cette différence dans leur perception de l'expérience vécue a été peu expliquée au début des résultats et amène à poser l'hypothèse que la résilience a un rôle à jouer dans le processus d'adhésion. En sciences humaines, la résilience peut être vue comme « un processus dynamique impliquant l'adaptation positive dans le cadre d'une adversité significative » (Anaut, 2005, p. 4). Chez ces deux individus, on constate une perception de pouvoir sur l'adversité vécue. En se considérant responsables de ce qui (leur)

arrive, ils se voient comme l'acteur principal de leur destinée. Cette façon de réagir les a amenés à adopter une démarche très différente du reste de l'échantillon. Plutôt que de se positionner en victime, ils ont choisi de lutter de façon démocratique et légale pour tenter de changer la société et ses prérogatives. Ils se considèrent citoyens souverains car ils luttent pour redonner du pouvoir aux individus, mais ils n'adoptent pas les comportements attribués aux citoyens souverains tels que décrits dans la littérature. La résilience dont ils font preuve suite à l'adversité vécue fait en sorte qu'ils n'adoptent pas le même processus que les individus qui se positionnent en victimes.

Tel qu'explicité dans la section sur la méthodologie, le fait de les retirer de l'échantillon initial a permis de renforcer les résultats produits avec un échantillon (plus) restreint. La résilience est une notion psychologique très personnelle. Elle n'a pas lieu d'être expliquée formellement dans le cadre de cette recherche, mais mérite d'être mentionnée pour être évaluée dans le cadre de recherches futures, avec de plus larges échantillons. La résilience peut proposer des réponses quant à la « non-adhésion » de certaines individus qui présentent initialement les mêmes caractéristiques que ceux qui adhèrent à une idéologie extrême. Elle semble d'ailleurs pouvoir s'insérer dans le concept d'émergence qui réfère à la propension criminogène (Wikström, 2012). Le concept d'émergence, défini par Wikström (2012) comme étant l'adéquation de l'éducation morale et du développement d'habiletés cognitives, serait ce qui expliquerait la variation individuelle de la propension au crime. Dans le cas présent, cette résilience influence effectivement la propension à considérer le crime comme une possibilité acceptable moralement en intervenant en début de processus.

La figure 3 présente les principales propositions évoquées précédemment pour comprendre l'adhésion aux citoyens souverains :

Figure 3 : Processus d'adhésion aux citoyens souverains



Le contexte d'adversité dans l'histoire de vie est la majeure de tous les récits. À cela s'ajoute un point tournant précis ou une accumulation d'événements dans le temps qui fait office de point tournant. Ces deux éléments amènent l'individu à adopter une position de victime. La perception de l'adversité est l'élément clé pour la suite du processus, le point de départ. Cette attribution est également considérée comme essentielle dans le processus de développement idéologique proposé par Borum (2003, 2011b, 2011c). Si on retire l'élément « victimisation » de la figure 3, tout le reste du modèle tombe. Cette perception a un impact direct sur la réaction au stress. Il ne s'agit pas de dire que l'individu qui se perçoit comme victime des événements vit plus ou moins de stress qu'une personne qui ne se considère pas victime, mais plutôt que cette perception influence les mécanismes d'adaptation au stress.

Chez les participants qui se positionnent en victimes, la réaction au stress se traduit par une exposition sélective aux informations qui peuvent leur permettre de diminuer leur stress et identifier un responsable de leur victimisation : les théories du complot. On rencontre ici le dilemme de la poule ou l'œuf. Les deux éléments s'influencent l'un l'autre, impossible de

savoir avec exactitude ce qui arrive en premier. Pour éviter ce débat peu constructif, on peut considérer ces éléments comme un tout : l'exposition sélective aux théories du complot.

L'exposition particulière à ces contenus influence l'ensemble du cadre cognitif, c'est-à-dire l'ensemble des croyances, représentations et connaissances qui sont mobilisées pour chaque prise de décision ou action (Sauvayre, 2011). La TAS propose un modèle théorique permettant de faire l'adéquation entre la cognition et l'action. L'exposition sélective aux théories du complot transforme progressivement les cognitions, la représentation du monde dans lequel les individus évoluent et, par le fait même, le filtre moral duquel émergent les alternatives perçues. C'est ainsi que l'individu « en vient à percevoir non seulement comme légitime, mais surtout moralement nécessaire » le bris des normes morales de la société à travers les comportements proposés par le mouvement des citoyens souverains (Ducol, 2015, p. 139). Si le monde dans lequel on vit n'est que le résultat de complots, il est donc fondamentalement injuste et il faut changer les choses.

La revue de littérature met en lumière le fait que les recherches sur les citoyens souverains se concentrent uniquement sur des comportements. Cette étude permet d'entrevoir les raisons derrière cette constatation. Il n'existe pas d'idéologie « souveraine ». Être citoyen souverain, c'est adopter certains comportements. En fait, les citoyens souverains proposent une série de comportements à adopter pour se libérer de l'emprise des complotistes, pour rendre le monde plus juste.

L'utilisation de la violence est également envisagée par les citoyens souverains. Elle intervient cependant plus tard dans le processus. La réaction de l'environnement module la perception des alternatives. Lorsque les techniques utilisées pour tenter de se libérer des complots semblent inefficaces, l'utilisation de la violence entre dans la liste des actions moralement acceptables. Lorsque l'environnement ne réagit pas de façon adéquate ou plutôt confirme l'existence de complots, la fermeté axiologique s'accroît, jusqu'à devenir inconditionnelle. La violence est légitimée de façon très rationnelle et s'explique comme d'autant plus acceptable parce que d'autres moyens ont été tentés d'abord. Les justifications derrière

l'emploi de la violence ressemblent paradoxalement au continuum de l'emploi de la force utilisée anciennement par les forces policières²⁶.

En définitive, l'individu qui adopte des comportements de citoyen souverain le fait à la suite d'un processus plus ou moins circonscrit dans le temps qui l'amène à considérer ces comportements comme moralement acceptables et même souhaitables. Le choix de commettre un acte qui brise les règles de conduite définies par la loi est rationnellement justifié au travers du filtre moral construit via l'exposition sélective aux théories du complot.

À la lumière des résultats obtenus, il ne semble pas que le groupe des citoyens souverains puisse être qualifié de mouvement sectaire. Il n'existe aucune dépendance entre les membres et les adhérents ne semblent pas perdre leur libre arbitre. Également, puisqu'aucune action violente n'a été commise par les individus rencontrés, il est impossible de leur attribuer l'étiquette de terroristes. Le mouvement des citoyens souverains correspond, en termes de structure, à un mouvement sans hiérarchie. Comme le décrit la littérature sur les autres mouvements extrémistes à motivation unique identifiés par la GRC, les citoyens souverains n'ont pas de leader ou de règles communes. L'action individuelle est valorisée et les débats idéologiques sont considérés comme contre-productifs. Chacun peut justifier ses choix par les complots auxquels il adhère et le faire au nom du mouvement des citoyens souverains. L'hypothèse de Joose (2007) selon laquelle la violence de certaines cellules des mouvements sans hiérarchie aurait plus à voir avec les histoires personnelles et la psychologie de chaque individu qu'avec l'idéologie plus large du mouvement nous semble également probable. Les individus qui ont tenté de faire valoir leurs idées par des moyens prosociaux sans succès développent l'idée que la violence pourrait être une solution acceptable.

La littérature sur les mouvements extrémistes décrit le processus d'adhésion comme étant un processus de radicalisation. À cet égard, il semble que s'identifier comme citoyen souverain correspond à une forme de radicalisation cognitive puisque les idées politiques du mouvement sont opposées à celles généralement acceptées dans la société. Cependant, au niveau

²⁶ Aujourd'hui remplacé par le Modèle d'intervention pour la gestion d'incidents (MIGI). Source : GRC.

comportemental, les actions commises varient grandement entre les membres du groupe. En parlant du processus d'adhésion aux citoyens souverains, il serait prématuré d'attribuer l'étiquette de « radicalisation » sans précision sur la nature de cette radicalisation tant que le débat conceptuel sur ce qu'elle implique aura cours.

Conclusion

Cette recherche constitue un apport théorique et empirique en proposant d'explorer en détail le processus d'adhésion aux citoyens souverains. Cela n'avait jamais été fait auparavant. Les recherches sur le sujet se contentent d'expliquer les gestes posés et les conséquences de ceux-ci. La présente étude n'a pas de prétention pratique, mais elle permet de comprendre le groupe, ce qui est important avant d'agir auprès de ses membres. L'objectif de ce mémoire était de comprendre comment un individu en vient à adhérer aux citoyens souverains. Le processus d'adhésion aux citoyens souverains a été observé sous l'œil de la TAS. La théorie de Wikström a permis d'atteindre l'objectif du mémoire en s'attardant au processus sous-jacent ou, en d'autres mots, en utilisant le « comment » pour expliquer le « pourquoi ». De plus, le crime étant vu comme une violation assumée des règles de conduite, l'ensemble des comportements des membres du groupe pouvaient être observés à travers cette théorie criminologique.

À partir des témoignages des individus rencontrés et en utilisant le processus de filtrage moral de la TAS, il est possible d'observer à posteriori le processus d'adhésion aux citoyens souverains. Il a été possible de dégager les étapes sous-jacentes de la création d'un filtre moral qui influence l'ensemble des choix, celui d'adhérer aux citoyens souverains et à tous les choix qui en découlent.

L'adhésion au groupe est le résultat d'un processus plus ou moins long qui implique certaines expériences ou conditions nécessaires. La perception de victimisation est une de celles-ci et survient suite à une expérience d'adversité et à un point tournant. La position de victime est essentielle car elle influence la perception de toutes les expériences. On pose également comme hypothèse qu'elle est tributaire du stress vécu et de la stratégie d'ajustement adoptée pour y faire face. L'exposition sélective aux théories du complot est ce qui permet aux individus de pallier le stress vécu en influençant le cadre cognitif. Cette autre condition nécessaire transforme progressivement la représentation du monde, le filtre moral à travers lequel les individus perçoivent les alternatives possibles et souhaitables. L'adhésion aux citoyens souverains apparaît ensuite comme une action essentielle.

On utilise la notion de condition nécessaire en opposition à suffisante. Tous les individus se positionnant en victimes et qui utilisent l'exposition sélective aux théories du complot pour pallier leur stress ne deviennent pas citoyens souverains. On ne peut pas, à travers les résultats obtenus, prévoir l'adhésion à ce groupe. On peut cependant observer que ceux qui y adhèrent sont passés par le même processus.

Certaines hypothèses avaient déjà été énoncées quant aux raisons de cette adhésion par l'*Anti-Defamation League* (2012) : une préoccupation financière, l'insatisfaction face aux instances gouvernementales et l'appât du gain. La question de recherche ne visait pas à vérifier ces hypothèses, mais il semble que les deux premières soient des facteurs du processus d'adhésion qu'ont vécu les individus rencontrés. La pauvreté et l'expérience de la faillite étaient partie prenante de leur histoire de vie. Également, via l'adhésion aux théories du complot, une insatisfaction face aux instances gouvernementales est apparue ou s'est confirmée. L'appât du gain n'a pas émergé comme étant un facteur contribuant à l'adhésion; cette hypothèse ne peut cependant pas être rejetée. En effet, un groupe qui imposait des frais pour certains services a refusé de participer à cette étude. L'absence des membres de ce groupe dans l'échantillon de l'étude a empêché de sonder cette hypothèse, mais tend à confirmer l'existence de cette motivation.

Les résultats obtenus amènent aussi à conclure qu'il n'existe pas une cause ou une hypothèse unique comme le propose l'*Anti-Defamation League* (2012), mais qu'il s'agit plutôt d'un processus. Être citoyen souverain implique de poser des actions, mais avant d'y arriver il faut adopter un filtre moral qui rend légitimes ces actions. Les individus qui posent des gestes illégaux au sens de la loi ne se perçoivent pas comme des criminels, au contraire. Ils considèrent que ces gestes sont nécessaires et souhaitables. La compréhension du processus nous permet de comprendre comment le filtre moral des individus se construit et influence la perception de leurs alternatives et des choix qu'ils font.

Ces résultats confirment également l'adéquation de l'utilisation de la TAS pour observer le processus d'adhésion à un groupe qui propose des actions criminelles variées. Même si les

actions s'inscrivent dans un parcours de vie et qu'on y retrouve des points tournants, la théorie sur les parcours de vie (*life course*) n'aurait pas permis de saisir comment un filtre moral se construit et comment ce dernier influence la perception des alternatives et les choix effectués. Elle n'aurait donc pas permis d'expliquer le processus d'adhésion.

L'utilisation de l'entretien comme principale source de données est une innovation par rapport aux recherches effectuées précédemment. Elle permet de bien saisir le point de vue de l'adhérent. De plus, le caractère privé de la rencontre (contrairement aux vidéos publiées, par exemple) évite d'avoir seulement le discours du « personnage ». Le recours à l'entretien n'est pas le gage de propos honnêtes, mais il permet d'avoir accès à un contenu qu'il serait impossible d'obtenir autrement.

L'échantillon retenu pour cette étude présente certaines forces et certaines faiblesses. La diversité de l'échantillon a permis de confirmer l'absence de hiérarchie au sein du mouvement et l'importance du partage d'informations entre les individus. Comme expliqué précédemment, un groupe de citoyens souverains a refusé de nous rencontrer. Cela n'a pas pour effet de réduire l'importance des résultats obtenus mais oblige à garder en tête que le processus pourrait être différent pour ceux qui en tirent des avantages pécuniaires par la vente de leurs connaissances ou de leurs services. La petitesse de l'échantillon est principalement tributaire du caractère peu conventionnel du sujet de la recherche. Cependant, le fait de procéder par induction analytique permet de découvrir le plus grand dénominateur commun et amène à penser que les résultats peuvent s'élargir au reste de la population du groupe. Les résultats obtenus l'ont été à partir d'une population québécoise, mais le processus identifié n'implique pas de limite géographique ou culturelle. En effet, si certaines conspirations perçues ont trait à des événements locaux, l'importance se trouve plutôt dans l'exposition et la croyance aux théories du complot en général. De plus, peu d'instances uniquement provinciales ont été contestées. L'emphase était plutôt mise sur la situation globale ou mondiale.

L'Ouest du pays commence à être témoin de gestes violents, allant jusqu'au meurtre, de la part d'adhérents au mouvement et la violence est déjà présente depuis plusieurs années aux États-

Unis. Au Québec, même si certains adhérents proposent l'utilisation de la violence, aucun geste concret n'a encore été posé. Il ne faudrait pas attendre que cela se produise avant d'étudier plus à fond ce groupe, de façon à permettre aux diverses instances de se concerter et d'agir plutôt que de réagir aux actions de ses adhérents.

L'objectif de ce mémoire a fixé les limites des éléments à présenter, mais d'autres points intéressants ont émergé des entretiens. Dans certains cas, la notion de sentiment d'appartenance au groupe et l'impact de l'implication sur les proches ont été abordés. Ces éléments semblent pertinents pour expliquer le maintien au sein du groupe et mériteraient une exploration plus en profondeur. Il en est de même pour le concept de résilience qui a émergé de l'analyse de deux entretiens avec des individus qui se disent citoyens souverains mais qui ont opté pour des actions dans la sphère politique et démocratique.

Références

- Adhésion. (1978). *Le petit Robert*. Paris: Société du nouveau Littré.
- Agence du revenu du Canada. (2012). Démystifions l'impôt et les taxes. Repéré à <http://www.cra-arc.gc.ca/nwsrm/myths/menu-fra.html>
- Anaut, M. (2005). Le concept de résilience et ses applications cliniques. *Recherche en soins infirmiers*, 3 (82), 4-11.
- Anti-Defamation League (2010). *The Lawless Ones : The Resurgence of the Sovereign Citizen Movement* (Special Report, 2nd edition). Repéré à <http://www.adl.org/assets/pdf/combating-hate/Lawless-Ones-2012-Edition-WEB-final.pdf>
- Atkinson R. et Flint, J. (2001). Accessing Hidden and Hard-to-Reach Populations : Snowball Research Strategies, *Social Research Update*, 28 (1), 93-108.
- Bale, J. M. (2007). Political paranoia v. political realism: on distinguishing between bogus conspiracy theories and genuine conspiratorial politics. *Patterns of Prejudice*, 41 (1), 45-60.
- Berger, P. L. (1954). The sociological study of sectarianism, *Social Research*, 21 (4), 467-485.
- Best, S., Nocella, J. II, A. (2004). Defining Terrorism, Animal Liberation Philosophy and Policy Journal, 2 (1), 1-18.
- Biery, P. B. (2014). *A Cultural Topography of the Sovereign Citizens Movement : Are They a Terrorist Threat?* (Mémoire de maîtrise, Utah State University). Repéré à <http://digitalcommons.usu.edu/etd/3562/>
- Borum, R. (2003). Understanding the Terrorist Mindset. *FBI Law Enforcement Bulletin*, 72(7), 7-10.
- Borum, R. (2011a). Rethinking Radicalization, *Journal of Strategic Security*, 4 (4), 1-6.
- Borum, R. (2011b). Radicalization into Violent Extremism I: A Review of Social Science Theories. *Journal of Strategic Security*, 4 (4), 7-36.
- Borum, R. (2011c). Radicalization into Violent Extremism II: A Review of Conceptual Models and Empirical Research. *Journal of Strategic Security*, 4 (4), 37-62.
- Bourque, G. et Laurin-Frenette, N. (1972). Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec : 1760-1970. *L'Homme et la société*, 24 (1), 221-247.

- Brodeur, J.-P. (2011). La Crise d'octobre et les commissions d'enquête (1980). *Criminologie*, 44 (1), 45-66.
- Bronner, G. (2001). Fanatisme, croyances axiologiques extrêmes et rationalité. *L'année sociologique*, 51 (1), 137-160.
- Bronner, G. (2010). Le succès d'une croyance. Évocation - crédibilité - mémorisation. *L'année sociologique*, 60 (1), 137-160.
- Bronner, G. (2011). Ce qu'Internet fait à la diffusion des croyances. *Revue européenne des sciences sociales*, 49 (1), 35-60.
- Bronner, G. (2015). L'espace logique du conspirationnisme. Espaces logiques classiques. *Esprit*, 11, 20-30.
- Bureau, B. (2013). Citoyens souverains à tout prix [Reportage]. Dans S. Robillard (réalisatrice), *Enquête*. Montréal : Radio-Canada.
- Caisse Desjardins de St-Eustache Deux-Montagnes c. Leblond, 2016, QCCS 5136
- Centre d'études sur le stress humain (s.d.). Recette du stress. Repéré à <http://www.stresshumain.ca/le-stress/comprendre-son-stress/source-du-stress.html>
- Chesneaux, J. (1967). Une riche expérience révolutionnaire. *L'Homme et la société*, (5), 57-67.
- Commission de la construction du Québec c. Construction Réjean Dubois et Fils, s.e.n.c., 2012 QCCQ 1776
- Côté, R. (2014). « Opération Casernes 1964 », Le vol d'armes chez les Fusiliers Mont-Royal le 30 janvier 1964. *La Grenade*, 14, 19-23. Repéré à http://www.lesfusiliersmont-royal.com/wp-content/uploads/2014/12/Grenade14_web.pdf
- Danblon, E et Nicolas, L. (2012). Rhétorique et topique de la conspiration, *Raison publique*, 16, 33-42.
- Decker, S., Pyrooz, D. (2011). Gangs, Terrorism, and Radicalisation, *Journal of Strategic Security*, 4 (4), 151-166.
- Delouée, S. (2015). Répéter n'est pas croire. Sur la transmission des idées conspirationnistes. *Diogène*, 1 (249-250), 88-98.
- Desbiens, J-F. (2014, 8 octobre). Fraude fiscale de près de 2 millions \$: Christian Lachapelle entraîne 93 personnes. *TVA Nouvelles*. Repéré à <http://tvanouvelles.ca/lcn/judiciaire/archives/2014/10/20141008-145932.html>

- Desjardins, C. (2013, 4 octobre). Arrêté après une saga : « Le corps n'est pas ici », dit Antonacci. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-affaires-criminelles/201310/04/01-4696404-arrete-apres-une-saga-le-corps-nest-pas-ici-dit-antonacci.php>
- Diet, E. (2007). La groupalité sectaire : emprise et manipulation, *Actualité de la psychanalyse*, 149-164.
- Duchesne, S. (2000). Pratique de l'entretien dit « non-directif ». Dans M. Bachir (dir.), *Les méthodes au concret. Démarches, forme de l'expérience et terrains d'investigation en science politique* (p. 9-30) : Presses Universitaires de France.
- Ducol, B. (2015). La « radicalisation » comme modèle explicatif de l'engagement clandestin violent : contours et limites d'un paradigme théorique, *Politeia*, 28, 127-147.
- Eke, A. W., Meloy, J. R., Brooks, K., Jean, L. et Hilton, N. Z. (2014). Threats, Approach Behavior, and Violent Recidivism Among Offenders Who Harass Canadian Justice Officials, *Journal of Threat Assessment and Management*, 1 (3), 188-202.
- Elder, G. H et Rockwell, R. C. (1979). The Life-Course and Human Development : an Ecological Perspective, *International Journal of Behavioral Development*, 2, 1-21.
- Elder, G. H. (1994). Time, human Agency, and Social Change : Perspectives on the Life Course, *Social Psychology Quarterly*, 57 (1), 4-15.
- Elder, G. H. (1998). The Life Course as Developmental Theory, *Child Development*, 69 (1), 1-12.
- Elsenhans, H. (2010). Les manifestations de décembre 1960 et la reconnaissance de la révolution algérienne. *NAQD*, 2 (Hors-Série 2), 27-62.
- Federal Bureau of Investigation. (2010a). *Domestic Terrorism : Anarchist Extremism : A primer*. Repéré à http://www.fbi.gov/news/stories/2010/november/anarchist_111610/anarchist_111610
- Federal Bureau of Investigation. (2010b). *Domestic Terrorism : The Sovereign Citizen Movement*. Repéré à http://www.fbi.gov/news/stories/2010/april/sovereigncitizens_041310
- Federal Bureau of Investigation (2011). *Sovereign Citizens : A Growing Domestic Threat to Law Enforcement*. Repéré à <http://leb.fbi.gov/2011/september/sovereign-citizens-a-growing-domestic-threat-to-law-enforcement>
- Festinger, L. (1964). *Conflict, decision, and dissonance*. Palo Alto, CA: Stanford U. Press

- Financial Crimes Intelligence Unit. (2011). *2010 Mortgage Fraud Report Year in Review*. Repéré à <https://www.fbi.gov/stats-services/publications/mortgage-fraud-2010>
- Fleishman, D. (2004). Paper Terrorism: The Impact of the "Sovereign Citizen" on Local Government, *The Public Law Journal*, 7 (7), 7-10.
- Fournier, L. (1982). *F.L.Q. Histoire d'un mouvement clandestin*. Montréal: Québec/Amérique.
- Gendarmerie royale du Canada. (2016). Guide de sensibilisation au terrorisme et à l'extrémisme violent. Repéré à <http://www.rcmp-grc.gc.ca/qc/pub/sn-ns/sn-ns-fra.htm>
- Goertzel, T. (1994). Belief in Conspiracy Theories. *Political Psychology*, 15 (4), 731-742.
- Goodman, L.A. (1961). Snowball Sampling, *The Annals of Mathematical Statistics*, 32 (1), 148-170. Repéré à <http://www.jstor.org/stable/2237615>
- Harmon-Jones, E., Harmon-Jones, C. et Levy, N. (2015). An Action-Based Model of Cognitive-Dissonance Processes. *Current Directions in Psychological Science*, 24(3), 184-189.
- Hart, W., Albarracín, D., Eagly, A. H., Brechan, I., Linderberg, M. J. et Merrill, L. (2009). Feeling Validated Versus Being Correct: A Meta-Analysis of Selective Exposure to Information. *Psychological Bulletin*, 135(9), 555-588.
- Historique du SCRS. (2014). Repéré à <https://www.csis-scrs.gc.ca/hstrtfcts/hstr/index-fr.php>
- Jacques, S. et Wright, R. (2008). The Victimization-Termination Link, *Criminology*, 46 (4), 1009-1037.
- Joosse, P. (2007). Leaderless Resistance and Ideological Inclusion : The Case of the Earth Liberation Front, *Terrorism and Political Violence*, 19 (3), 351-368.
- Keeley, B. L. (1999). Of Conspiracy Theories. *The journal of Philosophy*, 96 (3), 109-126.
- Kent, S. A. (2013, mai). *Les freemen, les sovereign citizens et la menace à l'ordre public dans les pays à tradition britannique*. Communication présentée à la Fédération européenne des centres de recherche et d'information sur le sectarisme (FECRIS), Copenhague, Danemark.
- Kent, S. A. et Willey, R. D. (2013). Sects, Cults, and the Attack on Jurisprudence, *Rutgers Journal of Law and Religion*, 14, 306-360.
- Kornik, S. (2015, 11 juin). Social media highlights Norman Raddatz's hatred of authority. *Global News*. Repéré à <http://globalnews.ca/news/2048798/social-media-highlights-norman-raddatz-hatred-of-authority/>

- Kristanadjadja, G. (2014, 21 octobre). Comment Facebook m'a mis sur la voie du djihad. *L'obs avec Rue89*. Repéré à <http://rue89.nouvelobs.com/2014/10/21/comment-facebook-mis-voie-djihad-255616>
- Larouche, V. (2013, 11 janvier). Des radicaux opposés à l'État ciblent des juges et des policiers du Québec. *La Presse*. Repéré à <http://www.lapresse.ca/actualites/justice-et-affaires-criminelles/affaires-criminelles/201301/10/01-4610290-des-radicaux-opposes-a-letat-ciblent-des-juges-et-des-policiers-du-quebec.php>
- Laub, J. H et Sampson, R. J. (1993). Turning Points on the Life Course : Why Change Matters to the Study of Crime, *Criminology*, 31 (3), 301-325
- Le déjoueur de menteries, Jacques Antoine: Normandin. (n.d.). Dans *Facebook*. Repéré à <https://www.facebook.com/groups/11478727898/?fref=ts>
- Le Pouvoir Mondial. (2014, 12 décembre). [Billet de blogue sans titre]. Repéré à <http://www.lepouvoirmondial.com/archive/2014/12/24/canada-un-policier-sq-parle-et-denonce-des-societes-secretes-5519518.html>
- Leweling, T. A, Nissen, M. E. (2007). Defining and exploring the terrorism field : Toward an intertheoretic, agent-based approach, *Technological Forecasting and Social Change*, 74, 165-192.
- Loyer, B. (2011). L'irlande: un conflit multiséculaire. Dans B. Giblin (dir.), *Les conflits dans le monde* (p. 167-176) : Armand Colin.
- L.P. c. Québec (Société de l'assurance automobile), 2016 QCCS 5136
- MacNab, J. J. (2010). *Intelligence Report : Sovereign Citizen Kane* (Publication n°139). The Southern Poverty Law Center.
- MacNab, J. J. (2012, février). What is a Sovereign Citizen, *Forbes*. Repéré à <http://www.forbes.com/sites/jjmacnab/2012/02/13/what-is-a-sovereign-citizen/>
- Maes, J-C. (2006). Le lien sectaire : des relations fondées sur la rupture. Critique de « l'expérience sectaire : rupture ou réparation », *Thérapie Familiale*, 2 (27), 133-159.
- McGregor, I., Prentice, M. et Nash, K. (2013). Anxious Uncertainty and Reactive Approach Motivation (RAM for Religious, Idealistic, and Lifestyles Extremes. *Journal of Social Issues*, 69 (3), 537-563.
- Meads v. Meads, 2012 ABCQ 571
- Michael, G. (2012). Leaderless Resistance : The New Face of Terrorism, *Defence Studies*, 12 (2), 257-282.

- Ministère de la Justice du Canada. (2016). L'appareil judiciaire du Canada. Repéré à <http://www.justice.gc.ca/fra/sjc-csj/ajc-ccs/>
- Morale. (1978). *Le petit Robert*. Paris: Société du nouveau Littré.
- Morale. (s.d). *Larousse*. Repéré à <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/morale/52564>
- Nadeau, J-F. (2005), 19 novembre. Charles Gagnon, 1939-2005 - Parcours d'un révolutionnaire. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/95593/charles-gagnon-1939-2005-parcours-d-un-revolutionnaire>
- Nadeau, J-F. (2013, 2 mars). Le RIN, 50 ans plus tard. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/politique/quebec/372306/le-rin-50-ans-plus-tard>
- Neumann, P. R. (2013). The trouble with radicalization, *International Affairs*, 89 (4), 873-893.
- Noël, D. (2010, 2 octobre). Chronologie - François Mario Bachand, 1944-1971. *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/297385/chronologie-francois-mario-bachand-1944-1971>
- Paillé, P. et Mucchielli, A. (2016). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (4^e édition). France: Armand Colin.
- Paulhan, I. (1992). Le concept de coping. *L'année psychologique*, 92 (4), 545-557. doi : 10.3406/psy.1992.29539
- Pauwels, L. et Schils, N. (2016). Differential Online Exposure to Extremist Content and Political Violence: Testing the Relative Strength of Social Learning and Competing Perspectives. *Terrorism and Political Violence*, 28, 1-29.
- Pérez, J. A. J. (1980). In the Service of the Revolution: Two Decades of Cuban Historiography 1959-1979. *Hispanic American Historical Review*, 60 (1), 79-89.
- Perrissol, S. et Somat, A. (2009). L'exposition sélective: bilan et perspectives. *L'année psychologique*, 109 (03), 551-581.
- Poupart, J., Deslauriers, J.-P., Groulx, L.-H., Laperrière, A., Mayer, R. et Pires, A. (1997). *La recherche qualitative : Enjeux épistémologiques et méthodologiques*. Montréal: Gaëtan Morin éditeur.
- Pytyck, J. et Chaimowitz, G. A. (2013). The Sovereign Citizen Movement and Fitness to Stand Trial, *International Journal of Forensic Mental Health*, 12(2), 149-153. doi : 10.1080/14999013.2013.796329
- Radio-Canada. (2011, 6 décembre). Chronologie des événements. Ici Radio-Canada. Repéré à <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2010/09/16/003-octobre-chronologie.shtml>

- Royal Canadian Mounted Police. (2014). Armed with awariness, *Gazette*, 76 (1), 11. Repéré à http://publications.gc.ca/collections/collection_2014/grc-rcmp/JS62-126-76-1-eng.pdf
- Royer c. Québec (Procureure générale), 2016 QCCS 2500
- Sageman, M. (2014). The Stagnation in Terrorism Research, *Terrorism and Political Violence*, 26 (4), 565-580.
- Samādhi. (2015, 14 mai). Communiqué du tribunal international de justice du Québec. Repéré à <http://www.orandia.com/forum/index.php?mode=thread&id=123908>
- Sampson R. J. et Laub, J. H. (1993). *Crime in the Making*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- Saroglou, V. et Crommelynck, D. (2011). De la dangerosité sectaire : perceptions et déterminants, *Bulletin de psychologie*, 2 (512), 155-168.
- Sauvayre, R. (2010). La croyance à l'épreuve : une dialectique émotionnelle et cognitive. Dans Aden J., Grimshaw T., Penz, H. (dir), *Enseigner les langues-cultures à l'ère de la complexité : Approches interdisciplinaires pour un monde en reliance* (121-134). Bruxelles: Peter Lang.
- Sauvayre, R. (2011). Le changement de croyances extrêmes. *Revue européenne des sciences sociales*, 49 (1), 61-82.
- Schmid, A. P. (2004). Framework for Conceptualising Terrorism, *Terrorism and Political Violence*, 16 (2), 197-221.
- S.D. c. Banque Toronto Dominion (Groupe Banque TD), 2016 QCCAI 91
- Sécurité publique Canada. (2015). Entités terroristes inscrites. Repéré à <http://www.securitepublique.gc.ca/cnt/ntnl-scr/cntr-trrrsm/lstd-ntts/index-fr.aspx>
- Sécurité publique Canada. (2016). *Rapport public de 2016 sur la menace terroriste pour le Canada*. Repéré à <https://www.publicsafety.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2016-pblc-rpr-trrrst-thrt/index-fr.aspx>
- Séguin, M-A., (2014, janvier). Les *Freemen-on-the-Land* : Des précautions s'imposent. *Le Journal – Barreau du Québec*, p. 20-21.
- Silke, A. (2001). The Devil You Know : Continuing Problems with Research on Terrorism, *Terrorism and Political Violence*, 13 (4), 1-14.
- Souverain. (1978). *Le petit Robert*. Paris: Société du nouveau Littre.

- Spray, R. (1973). *Les événements d'octobre 1970* [Film documentaire]. [s.l.] : ONF.
- Vaidis, D. et Gosling, P. (2011). Is commitment necessary for the arousal of informational dissonance?, *Revue internationale de psychologie sociale*, 2 (24), 33-63.
- Wagner-Egger, P. et Bangerter, A. (2007). La vérité est ailleurs : corrélats de l'adhésion aux théories du complot. *Revue internationale de psychologie sociale*, 4 (20), 31-61.
- Wikström, P.-O. H. (2004). Crime as Alternative: Towards a Cross-Level Situational Action Theory of Crime Causation. Dans J. McCord (dir.), *Beyond Empiricism: Institutions and Intentions in the Study of Crime* (Vol. 13, p. 1-37). New Brunswick: Transaction.
- Wikström, P.-O. H. (2005). The Social Origins of Pathways in Crime: Towards a Developmental Ecological Action Theory of Crime Involvement and Its Changes. Dans D. P. Farrington (dir.), *Integrated Developmental and Life-Course Theories of Offending* (Vol. 14, p. 211-245). New Brunswick: Transaction.
- Wikström, P.-O. H. (2010). Explaining Crime as Moral Action. Dans S. Hitlin & S. Vaisey (dir.), *Handbook of the Sociology of Morality* (p. 211-239). New York: Springer.
- Wikström, P.-O. H. (2012). Does Everything Matter? Addressing the Problem of Causation and Explanation in the Study of Crime. Dans J. M. McGloin, C. J. Sullivan & L. W. Kennedy (dir.), *When Crime Appears: The Role of Emergence* (p. 53-72). New York and London: Routledge.
- Wikström, P.-O. H. (2014). Why crime happens: A situational action theory. Dans G. Manzo (dir.), *Analytical Sociology* (p. 74-94). UK: John Wiley & Sons, Ltd.

Annexe 1 – Guide d’entretien semi-dirigé

Présentation de l’interviewer

Bonjour, je m’appelle _____, je fais une recherche sur l’adhésion au groupe des citoyens souverains.

Au cours de l’entretien, j’aimerais que nous abordions votre histoire de vie, le moment et la façon dont vous avez joint le groupe des citoyens souverains et ce que ça a impliqué pour vous. En ayant cela en tête...

Trajectoire de vie

Question principale	Questions complémentaires
<p>Pouvez-vous me résumer votre vie en partant de votre enfance jusqu’à aujourd’hui?</p> <p>Enfance : relations familiales, contexte socioéconomique, école, relation avec les pairs</p> <p>Adolescence : relations familiales et conjugales, contexte socioéconomique, école, relations avec les pairs, travail, consommation, délits</p> <p>Âge adulte : relations familiales et conjugales, contexte socioéconomique, parcours professionnel, réseau, consommation, délits</p>	<p>Quels sont les événements que vous considérez les plus importants dans votre parcours?</p> <p>De quelle façon diriez-vous que ces événements ont changé votre vie?</p>

Le processus d’adhésion

Question principale	Questions secondaires
<p>À quel moment avez-vous joint les citoyens souverains?</p>	<p>Comment avez-vous découvert que ce groupe existait?</p> <p>Avez-vous pris contact avec des membres?</p> <p>De quelle façon?</p> <p>Avez-vous parlé du groupe avec des proches qui n’en font pas partie?</p> <p>Avez-vous lu des documents particuliers pour comprendre comment fonctionne le groupe?</p> <p>Comment vous les êtes-vous procuré?</p> <p>Si je souhaitais devenir une citoyenne souveraine, comment devrais-je faire?</p>

Les changements

Question principale	Questions complémentaires
Qu'est-ce que ce groupe a changé dans votre vie?	<p>Avez-vous changé votre style de vie (travail, logement, emploi du temps)?</p> <p>Avez-vous créé des liens d'amitié avec des membres du groupe?</p> <p>Avez-vous fait des activités particulières avec les membres? (conférences, entraide, loisirs)</p> <p>Est-ce que vous diriez qu'il y a des différences entre la personne que vous étiez avant de joindre le groupe et celle que vous êtes aujourd'hui?</p>

Les perceptions

Question principale	Questions complémentaires
Comment définiriez-vous un citoyen souverain?	<p>Est-ce que c'est un membre d'un groupe ou simplement un individu avec une vision du monde? (séparatiste vs péquiste)</p> <p>Quelles sont les relations entre les membres?</p> <p>Quelles sont les principales croyances qu'un citoyen souverain a ou doit avoir (idéologie)?</p> <p>Est-ce qu'il y a des règles à suivre?</p> <p>Est-ce qu'on doit faire des actions particulières pour devenir membre?</p> <p>Certains disent que les citoyens souverains sont un groupe criminel, vous en pensez quoi?</p>

Clôture

Question principale
Est-ce qu'il y a des points que je n'ai pas abordés et que vous considérez comme importants dans votre parcours?

Annexe 2 – Contribution des participants

Le tableau suivant fait état des différents extraits de verbatim présentés dans les résultats.

Tableau II : Contribution des répondants

Participant	Section du mémoire								total
	4.1	4.2	4.3	4.3.1	4.3.2	4.3.2.1	4.4	4.5	
1	1	1	2				1	1	6
2		1		1				3	5
3			1		2			1	4
4			1			1			2
5	1	1	4		(1)				6
6		1	1					1	3
7	1								1
8		1	4	1					6
9	1	1							2
10			3	2		1		1	7